

Réf. : 2022-02-D-2-fr-3

Orig. : EN

Rapport annuel d'activités 2021 (Art. 33.4 RF 2017)

Approuvé par le Conseil supérieur des Ecoles européennes lors de sa réunion des 6, 7 et 8 avril 2022 à Dubrovnik (Croatie)

Ce rapport fait référence aux documents suivants :

- Données sur la rentrée scolaire 2021-2022 des Ecoles européennes (Réf. 2021-10-D-12-fr-2)
- Rapport sur les échecs scolaires et les taux de redoublement dans les Ecoles européennes – 2021 (Réf. 2021-09-D-20-fr-2)
- Rapport statistique concernant l'offre de soutien éducatif et l'éducation inclusive dans les Ecoles européennes pour l'année scolaire 2020-2021 (Réf. 2021-11-D-31-fr-5)
- Rapport ICT 2021 (Réf. 2022-01-D-83-fr-3) + Annexe : Rapport du groupe de travail IT-PEDA (Réf. 2022-02-D-3)
- Rapport sur le Baccalauréat européen 2021 (Réf. 2021-07-D-1-fr-5)
- Rapport annuel d'activités du Bureau du Secrétaire général (Réf. 2022-02-D-1-fr-3)
- Le Rapport annuel d'activités des 13 écoles, disponible auprès des écoles
- Données relatives aux Ecoles européennes agréées (Réf. 2021-09-D-74-fr-1)
- Plan pluriannuel 2019-2021 du Bureau du Secrétaire général (Réf. 2021-02-D-39-fr-2)
- Plan annuel 2021 du Bureau du Secrétaire général des Ecoles européennes (Réf. 2021-02-D-38-fr-3)

Tous ces documents sont disponibles sur le site Web du Bureau du Secrétaire général des Ecoles européennes (www.eursc.eu).

Table des matières

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2021 (ART. 33.4 RF 2017)	3
1. MISSION DU SYSTEME DES ECOLES EUROPEENNES	3
2. INTRODUCTION	3
A PROPOS DU PRÉSENT DOCUMENT.....	3
LES DÉFIS EN 2021.....	3
3. MISE EN OEUVRE DES OBJECTIFS DU PLAN PLURIANNUEL 2019 – 2021	5
A. DÉFINIR ET METTRE EN ŒUVRE UN NOUVEL ACCORD DE PARTAGE DES COÛTS.....	5
B. ACCROÎTRE L'ATTRACTIVITÉ DU SYSTÈME DES ÉCOLES EUROPÉENNES	5
C. MISE EN OEUVRE RÉUSSIE DU NOUVEAU SYSTÈME DE NOTATION	6
D. MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DU SOUTIEN ÉDUCATIF ET D'UNE ÉDUCATION INCLUSIVE.....	7
E. SYSTÈMES DE CONTRÔLE INTERNES EFFICACES ET FIABLES DANS TOUTES LES ÉCOLES EUROPÉENNES ET LE BSG.....	8
F. NOUVEAU MODÈLE DE GOUVERNANCE MIS EN OEUVRE	9
G. ÉCOLES EUROPÉENNES AGRÉÉES (EEA) – AMÉLIORER LA QUALITÉ DES PROCESSUS D'AUDIT.....	9
4. MISE EN OEUVRE DU PLAN ANNUEL 2021	10
4.1 BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS ET PRIORITÉS ANNUELS COMMUNS DE 2021	10
A. PRIORITÉS PÉDAGOGIQUES.....	10
B. OBJECTIFS FINANCIERS ET ADMINISTRATIFS	13
4.2 ASSURANCE DE LA QUALITÉ SUR LE PLAN ADMINISTRATIF ET FINANCIER	18
A. MISE EN PLACE DU SYSTÈME DE GESTION FINANCIÈRE	18
B. CONCLUSION SYNTHÉTIQUE DE L'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE.....	19
C. REGISTRE DES EXCEPTIONS.....	23
D. GESTION DES RISQUES	26
E. ACTIVITÉS DU SERVICE D'AUDIT INTERNE (IAS).....	31
F. ACTIVITÉS DE LA COUR DES COMPTES (ECA)	33
G. ACTIVITÉS DE L'AUDITEUR EXTERNE DELOITTE.....	34
H. VALIDATION DU SYSTÈME COMPTABLE (ART. 35.2 DU RF) – PROGRES RÉALISÉS EN 2021.....	35
I. CONTRÔLES EX-POST RÉALISÉS PAR L'UNITÉ DE CAPACITÉ DE CONTRÔLE INTERNE EN 2021.....	37
5. FINANCEMENT DU SYSTÈME: PARTAGE DES COÛTS DES PERSONNELS DÉTACHÉS ENTRE LES ÉTATS MEMBRES (COST SHARING)	40
6. OUVERTURE DU SYSTÈME – ÉCOLES EUROPÉENNES AGRÉÉES	46
ANNEXE 1 : DÉCLARATIONS D'ASSURANCE	50
ANNEXE 2 : PUBLICITÉ EX-POST POUR LES PROCÉDURES NÉGOCIÉES EXCEPTIONNELLES SANS PUBLICATION PRÉALABLE	65
ANNEXE 3 : DONNÉES SUR L'EXECUTION DU BUDGET	67

1. Mission du système des Ecoles européennes

Les Ecoles européennes sont des établissements d'enseignement implantés dans les Etats membres de l'Union européenne.

« Le but des Ecoles européennes est d'éduquer ensemble les enfants du personnel des Communautés européennes. »

Convention portant Statut des Ecoles européennes

La mission des Ecoles européennes consiste à offrir à tous leurs élèves un enseignement diversifié de qualité, de la maternelle au secondaire, à outiller les élèves du cycle secondaire supérieur pour la vie adulte et à leur fournir une base en vue de la poursuite de leur apprentissage.

Décision du Conseil supérieur

2. Introduction

À propos du présent document

Conformément à l'article 33, paragraphe 4, du Règlement financier (doc. 2017-12-D-21-fr-2, ou RF), « L'ordonnateur des Ecoles européennes synthétise les rapports annuels d'activités des écoles et du Bureau et prépare un Rapport annuel d'activités global qui est transmis au Conseil supérieur pour la fin février de l'année suivante. Ce rapport tire des conclusions quant à la réalisation des objectifs et à la mise en œuvre d'une bonne gestion financière. »

Le présent Rapport annuel d'activités a pour objectif de se conformer à cette disposition. En outre, le plan pluriannuel 2019-2021 du système des Ecoles européennes (EE) s'est achevé, et le présent Rapport d'activités formule donc également des conclusions sur la mise en œuvre des objectifs pluriannuels définis pour ces années et approuvés par le Conseil supérieur (CS) en avril 2019 (document réf. 2019-03-D-19-en-2).

Les défis en 2021

L'année 2021 restera à nouveau marquée par le Covid-19. Comme en 2020, la pandémie a considérablement affecté la vie scolaire, représenté de nouveaux défis pour les Ecoles et le Bureau du Secrétaire général (BSG), et exigé beaucoup de flexibilité de la part de toutes les parties prenantes. Dans l'ensemble, les Ecoles n'ont pas été confrontées à de longues périodes de confinement, mais les systèmes de rotation, l'enseignement en ligne, la mise en œuvre de mesures préventives telles que le port du masque et la réalisation régulière de tests de dépistage du Covid-19 dans certaines Ecoles ainsi que la gestion des cas de Covid-19 sont devenus une réalité dans toutes les Ecoles.

Néanmoins, pour résumer, les Ecoles européennes sont parvenues cette année encore à gérer la continuité de leur activité principale, c'est-à-dire l'enseignement et l'éducation des élèves, à aider les élèves qui avaient besoin d'un soutien supplémentaire, ainsi qu'à tirer parti de la situation pour l'avenir.

Les outils ICT ont été largement déployés dans l'enseignement et l'apprentissage, des communautés en ligne ont été mises en place pour venir en aide aux acteurs clés et pour faciliter la communication entre eux, l'application MS Teams a été exploitée plus avant afin d'être utilisée dans des réunions importantes des organes directeurs, telles que les réunions pédagogiques et les réunions du Comité budgétaire (CB) ainsi que pour les cours scolaires, et des solutions de réunions hybrides ont été mises en application avec succès pour tenir deux des trois réunions du CS.

La session du Baccalauréat européen a également été organisée avec succès pour 2 370 candidats issus de 13 Ecoles européennes et de 10 Ecoles européennes agréées. 2 359 diplômes ont été décernés, ce qui représente un taux de réussite de 99,54 % (98,81 % en 2020), avec une note finale moyenne de 78,19 (79,99 en 2020). En raison de la pandémie et à la suite d'une décision de la Présidente, le Baccalauréat européen n'a comporté que les cinq épreuves écrites ; les trois épreuves orales ont été annulées. En conséquence de cette décision, la note finale pour le Baccalauréat européen 2021 a été attribuée sur la base de la note A au lieu de la note O [notes 50 %C = (20 %A+30 %B) + 35 %W+15 %O, où O était une réplique de la note A].

Une autre modification majeure relative au Baccalauréat a eu lieu en 2021 : le nouveau système de notation a été appliqué pour la première fois. C'est-à-dire qu'en secondaire 7 (S7), des notes décimales chiffrées ont été utilisées. En S7, la note moyenne globale préliminaire a été exprimée en points entiers et une décimale, et la note globale finale a été exprimée en points entiers et deux décimales. La note de passage est passée de 6 à 5. Ces changements ont nécessité l'adaptation du calcul des notes en plus de la préparation des copies d'examen conformément à la nouvelle méthode. Ce changement s'est opéré sans accroc grâce à une bonne préparation.

Les Ecoles européennes ont par ailleurs connu un changement dans la direction générale du système : le Secrétaire général, M. Marcheggiano, qui était en poste depuis presque 5 ans, a démissionné avec effet au 30.8.2021 pour commencer un nouveau mandat de directeur de l'Ecole d'Alicante. Le CS a alors désigné son adjoint, M. Beckmann, pour le remplacer. Ce dernier a cumulé les fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint jusqu'à la fin de l'année.

3. Mise en œuvre des objectifs du plan pluriannuel 2019–2021

Le plan pluriannuel 2019-2021 a été approuvé par le Conseil supérieur lors de sa réunion d'avril 2019 et contenait 7 objectifs pluriannuels.

A. Définir et mettre en œuvre un nouvel accord de partage des coûts

L'accord de partage des coûts approuvé en avril 2019, qui visait une augmentation du % et du nombre total d'enseignants détachés, n'a pas atteint son objectif. La tendance à une nouvelle diminution du nombre d'enseignants détachés n'a pas pu être inversée. Dès que cela est devenu évident, le « Groupe de travail Présidence élargi » a été mandaté pour effectuer une analyse des raisons et pour travailler sur une nouvelle proposition d'accord de partage des coûts.

Indicateurs de performance			
	Status quo année scolaire 18-19	Année scolaire cible 2023-24	Statu quo décembre 2021
1 % des enseignants détachés (ETP)	57.30%	environ 70 %	juste en-dessous de 50 %
2 Nombre d'enseignants détachés	1220	1500	1204

B. Accroître l'attractivité du système des Ecoles européennes

En avril 2019, le Conseil supérieur a approuvé plusieurs mesures visant à accroître l'attractivité des Ecoles européennes pour les différentes catégories de personnel. La plupart de ces mesures sont entrées en vigueur en septembre 2019.

L'analyse des indicateurs de performance montre que les mesures n'ont pas eu les effets escomptés. Alors que le tableau ci-dessus montre que le nombre total de détachements a diminué et est bien en deçà de son objectif, le nombre de postes non pourvus nécessitant l'EN, le FR ou le DE au niveau C1/C2 a diminué pour l'anglais, est resté constant pour le français et a augmenté pour l'allemand.

L'examen des chiffres relatifs aux enseignants - détachés et recrutés localement - quittant prématurément le système des EE montre que la situation s'est aggravée par rapport à il y a trois ans.

De même, le nombre de procédures de recrutement pour lesquelles une seule procédure de recrutement n'était pas suffisante s'est détérioré au lieu de s'améliorer.

En décembre 2021, le Conseil supérieur a examiné de nouvelles propositions préliminaires visant à accroître l'attractivité des Ecoles européennes pour les différentes catégories de personnel. Les propositions finalisées et leur impact budgétaire seront présentées au Conseil supérieur en avril 2022.

Indicateurs de performance				
		Status quo	Objectif 2021	Statu quo décembre 2021
1	Enseignants détachés : Nombre de postes non pourvus nécessitant les langues suivantes au niveau natif ou C1/C2 : - Anglais - Français - Allemand	Année scolaire 2019-20: EN: 74 FR: 33 DE: 3 Plurilingue: 41	Réduire le nombre de postes non pourvus nécessitant ces langues	Année scolaire 2021-22 : EN : 16 FR : 31 DE : 31 Plurilingue : 10
2	- Enseignants détachés : Nombre d'enseignants quittant leur poste avant la fin du détachement - Chargés de cours : Nombre d'enseignants quittant leur poste avant la fin du contrat	Année scolaire 2017-2018 : -Enseignants détachés : 5 (source : 2018-10-D-24-fr-2) Année scolaire 2017-2018 : -Chargés de cours : 14 (source : 2018-10-D-24-fr-2)	Réduire le nombre d'enseignants (Ens. Détach. et CdC) partant avant la fin de leur contrat	Année scolaire 2020-21 : - Enseignants détachés : 68 - Chargés de cours : 99
3	Nombre d'enseignants natifs EN	Année scolaire 2018-19: 105 (partage des coûts: Irlande 57, Malte 5, Royaume-Uni 43)	Maintenir ce nombre constant	Année scolaire 2021-22 : 63 (partage des coûts : Irlande 58, Malte 5, Royaume-Uni 0)
4	PAS : Nombre de procédures de recrutement pour lesquelles un seul appel n'est pas suffisant	2017 et 2018: 6 Le document de base est le 2018-10-D-69-fr-3.docx)	Réduire le nombre	2019 : 10 2020 : 8 2021 : 9

C. Mise en œuvre réussie du nouveau système de notation

Au cours de l'année scolaire 2020-2021, la pandémie de COVID-19, l'annulation consécutive des examens oraux du Baccalauréat européen et le calcul alternatif de la note finale ont influencé les résultats. La pandémie a également entraîné la suspension périodique de l'enseignement in situ et des taux d'absence élevés.

Indicateurs de performance				
		Statu quo	Objectif 2021	Statu quo décembre 2021
1	Meilleure harmonisation des résultats du BAC au sein du système de l'EE	75,25 - 82,89	Observer et réduire la plage	72,66 - 81,78
2	Harmonisation en mathématiques et sciences, augmentation de la moyenne dans les matières suivantes (BI2, BI4), Chimie (CHI), Mathématiques (MA3, MA5, MAA), Physique (PHY)	BI2 – 7,68 BI4 – 7,52 CHI – 7,70 MA3 – 6,71 MA5 – 7,20 MAA – 8,37 PHY – 7,93	Observer et augmenter la moyenne	BI2 – 7,91 BI4 – 7,60 CHI – 7,50 ECO – 7,44 MA3 – 6,61 MA5 – 7,16 MAA – 8,33 PHY – 7,70
3	Taux de réussite au BAC	98.16	maintenir constant	99,54
4	Consultation adéquate des inspecteurs pour chaque rejet et/ou réorientation	voir tableau en annexe pour l'année scolaire 2017-2018	maintenir la répartition des notes constante	L'analyse des notes finales positives en S6 en 2020-2021 et au cours des deux années précédentes a montré que la distribution est équilibrée et comparable à l'échelle de notation précédente : - Note 10 : 8,1 % - Plage 9-10 : 28,5 % - Plage 8-9 : 30,6 % - Plage 7-8 : 18,5 % - Plage 6-7 : 9,5 % - Plage 5-6 : 4,8 %

D. Mise en œuvre de la politique du soutien éducatif et d'une éducation inclusive

Malgré les perturbations causées par la pandémie de Covid-19, la mise en œuvre du Plan d'action pour le soutien éducatif et l'éducation inclusive se déroule en général selon le plan initial.

- 1- Vingt-quatre des 29 (83 %) actions à court et moyen terme, importantes et de grande importance, ont été entièrement mises en œuvre :
 - Toutes les actions à court terme ont été mises en œuvre.
 - Deux actions à moyen terme de grande importance n'ont pas encore été pleinement mises en œuvre :
 - o Action 7.3 Outils complets pour un dépistage/diagnostic pédagogique précoce harmonisé au cours du système est en cours de mise en œuvre et
 - o Action 7.1. L'établissement d'un nombre maximum d'élèves dans les classes avec des élèves bénéficiant d'un soutien intensif A ou d'un enseignant de soutien sur une base permanente dans la classe commencera en janvier 2022.
 - Trois actions importantes à moyen terme n'ont pas été totalement mise en œuvre :
 - o L'action 6.2 Matériel pédagogique : identification des zones communes de technologies accessibles et d'assistance fait actuellement l'objet de discussion.
 - o L'action 8.1 Recenser les difficultés existantes dans la transition du cycle primaire au cycle secondaire et formuler des propositions sur les moyens de garantir une transition réussie est traitée dans le contexte de la fourniture d'un soutien éducatif et d'une éducation inclusive. Le document procédural doit être soumis au Comité pédagogique mixte en février 2022.
 - o L'action 8.2 Promotion du concept d'équipes de soins multi-professionnelles et « transversales » et établissement d'un certain nombre d'heures/périodes de repos dans le document sur les « Structures internes » fait actuellement l'objet de discussion au niveau du système.

Enfin, trois actions à long terme de grande importance ont déjà été réalisées.

- Nombre d'inscriptions refusées : une dans le cycle primaire et deux dans le cycle secondaire.
- Nombre d'élèves réorientés vers d'autres systèmes sur décision de l'école : 0 cas.

Consultation adéquate de l'inspecteur pour chaque rejet et/ou réorientation : les deux cas de rejet d'inscriptions au cycle secondaire n'ont pas été examinés conformément à la procédure : les inspecteurs n'ont pas été consultés.

Outre la mise en œuvre du plan d'action, la politique relative à la fourniture d'un soutien éducatif et à l'éducation inclusive a été révisée.

Indicateurs de performance				
		Statu quo	Objectif 2021	Statu quo décembre 2021
1	% du plan d'action mis en œuvre	0%	toutes les actions à court et moyen terme considérées comme très importantes ou importantes	24 actions à court et moyen terme très importantes et importantes sur 29 (83 %) ont été pleinement mises en œuvre
2	Nombre d'inscriptions rejetées	Année scolaire 2017-2018 : -1 en primaire - 10 en secondaire	Observer et réduire	- 1 en primaire - 2 en secondaire
3	Nombre d'élèves orientés vers d'autres systèmes après leur inscription dans l'une des EE	Année scolaire 2017-2018 : -1	Observer et réduire	0 cas
4	Consultation adéquate des inspecteurs pour chaque rejet et/ou réorientation	nécessité d'établir des lignes directrices claires	100 % des cas	Aucune consultation avec les inspecteurs pour les deux cas de rejet dans le secondaire

E. Systèmes de contrôle interne efficaces et fiables dans toutes les Ecoles européennes et le BSG

Des améliorations ont été apportées par rapport aux recommandations de la Cour des comptes européenne (CCE) et du Service d'Audit interne (IAS). Toutefois, dans le cadre de son examen des systèmes de contrôle interne du BSG et des Ecoles européennes et des comptes individuels et consolidés, la Cour des comptes européenne a relevé d'importantes faiblesses et n'est donc toujours pas en mesure d'affirmer que la gestion financière des Ecoles en 2020 était entièrement conforme au Règlement financier et au Statut du personnel.

En ce qui concerne le SAI, 14 recommandations ont été mises en œuvre ou marquées comme prêtes pour révision.¹ 5 recommandations restent en suspens, dont une critique relative aux rôles et responsabilités des associations de parents.

Des lignes directrices visant à lutter contre la fraude ont été élaborées et sont en voie d'être publiées.

Indicateurs de performance				
		Statu quo	Objectif 2021	Statu quo décembre 2021
1	Opinion de la Cour des comptes sur le système de contrôle interne dans le rapport annuel sur les comptes	faiblesses limitées dans une École soumise à un audit et des faiblesses significatives au BSG et l'autre École soumise à un audit.	Conclusion que le cadre de contrôle est respecté dans les Écoles et le BSG	Améliorations, mais la Cour ne peut pas confirmer que les Écoles et le BSG respectent pleinement le RF et le Statut du personnel
2	Réductions des recommandations du SAI	Nombre de recommandations en suspens : 19	- Nombre de recommandations en suspens* : < 5 - Aucune recommandation critique et très importante en attente	Recommandations en suspens : 5 1 critique, 0 recommandation très importante
3	Nombre d'Écoles ayant mis en œuvre une stratégie anti-fraude	Aucune stratégie anti-fraude harmonisée en vigueur	Stratégie anti-fraude mise en œuvre dans toutes les Écoles	Stratégie anti-fraude pour toutes les Écoles en voie de publication

* par rapport à la situation actuelle / sans tenir compte des audits qui seront réalisés en 2019 -2021

¹ 10 mises en œuvre, 4 prêtes pour révision

F. Nouveau modèle de gouvernance mis en œuvre

Le nouveau modèle de gouvernance concentrant au niveau central les responsabilités relatives aux fonctions de l'ordonnateur des Ecoles européennes (= Secrétaire général, ordonnateur EE) et du comptable a été totalement mis en œuvre. L'ordonnateur EE a présenté son premier rapport annuel d'activités global pour l'exercice 2020.

Indicateurs de performance				
		Statu quo	Objectif 2021	Statu quo décembre 2021
1	Approbation des comptes EE établis par le comptable des Écoles européennes	Comptes validés localement par les comptables	Comptes signés par le comptable (sans réserve liée à la centralisation de la gouvernance)	Le comptable a signé les comptes individuels et consolidés des exercices 2019 et 2020 (sans réserve liée à la centralisation de la gouvernance).
2	Validation du rapport d'activités annuel de l'ordonnateur des Écoles européennes	Rapports d'activités annuels des Écoles validés par l'ordonnateur (pour chaque École)	Validation du rapport d'activités annuel par l'ordonnateur des EE = Secrétaire général (sans réserve liée à la centralisation de la gouvernance)	Le Secrétaire général = ordonnateur des EE a élaboré un rapport d'activités annuel mondial pour 2020 (sans réserve).

G. Ecoles européennes agréées (EEA) – Améliorer la qualité des procédures d'audit

Deux facteurs principaux ont contribué aux réalisations décrites dans l'objectif 1. Tout d'abord, l'introduction du modèle obligatoire pour les dossiers de conformité. Cela a permis de garantir que toutes les informations essentielles soient incluses et que les informations incluses ne soient pas inutilement compliquées par des informations supplémentaires. Deuxièmement, l'équipe EEA du BSG lit et commente désormais tous les dossiers de conformité avant qu'ils ne soient envoyés au CPM. Cette excellente communication entre les Ecoles/délégations et le BSG garantit la résolution de la majorité des problèmes éventuels avant la soumission des documents. Dans un cas (octobre 2020), un problème a été délibérément laissé en suspens, car le CS a été jugé plus qualifié pour fournir une solution adéquate.

En ce qui concerne l'objectif 2, l'utilisation de la boîte à outils d'audit est obligatoire. Celle-ci a été approuvée par le CS en décembre 2019 pour une première utilisation lors des audits de l'automne 2020. Un nombre suffisant d'experts et d'inspecteurs ont été mis à disposition pour que tous les audits puissent être réalisés dans les délais et en utilisant la boîte à outils pour l'évaluation.

Indicateurs de performance				
		Statu quo	Objectif 2021	Status quo décembre 2021
1	Nombre de dossiers de conformité ne nécessitant pas de modifications après la présentation au Comité pédagogique mixte	2018 : 4 dossiers sur 5 ont nécessité des compléments d'information après la présentation	réduction %	Février 2019 : 1 fichier remis. Aucun changement nécessaire. Octobre 2019 : 2 fichiers remis. 1 a nécessité des changements (finalement décidés lors de la réunion du CS) et l'autre a été retiré avant le CS Février 2020 : 2 fichiers remis. Aucun changement nécessaire. Octobre 2020 : 2 fichiers remis. 1 a nécessité des changements. Février 2021 : 2 fichiers remis. Aucun changement nécessaire. Octobre 2021 : 2 fichiers remis. Aucun changement nécessaire.
2	Nombre d'audits réalisés conformément au cadre	s.o.	100%	100 % des audits réalisés en 2020 et 2021 ont utilisé le cadre de la boîte à outils d'audit.

4. Mise en œuvre du Plan annuel 2021

4.1 Bilan de la mise en œuvre des objectifs et priorités annuels communs de 2021

A. Priorités pédagogiques

Pour l'année scolaire 2020-2021, trois priorités communes avaient été identifiées :

Priorité 1	Mise en œuvre du nouveau système de notation (NSN)
Cycle	Cycle secondaire
Principales étapes	<ul style="list-style-type: none">✓ Transmettre le résultat de votre évaluation de la mise en œuvre au cours de l'année scolaire 2019-20 au BSG (<u>date prévue : 30 octobre 2020</u>).✓ S'assurer que tous les enseignants concernés ont une connaissance approfondie du nouveau système de notation : utiliser les lignes directrices mises à jour et la FAQ, ainsi que les informations obtenues lors de la formation pour les adjoints en juin 2019.✓ S'assurer que les mesures de formation adéquates sont prévues pour les enseignants (journées pédagogiques etc.).✓ Observer et évaluer l'enseignement et l'utilisation du NSN (évaluation axée sur les compétences) selon le document « Système de notation des Ecoles européennes : Guide d'utilisation ».✓ Fournir aux enseignants des exemples d'épreuves du BAC, avec le système d'évaluation, pour leur permettre de préparer des propositions pour le BAC 2021.✓ Continuer à observer et analyser les notes des élèves (SMS) et prendre des mesures si un manque d'homogénéité important est constaté.✓ S'assurer que des informations détaillées sont fournies aux élèves et aux parents.✓ Préparer une analyse des résultats de S5 et S6 et la présenter au BSG (date prévue 30 juin 2021).
Réalisations	<ul style="list-style-type: none">✓ Tous les enseignants concernés ont été formés au NSN soit par un mentor, soit lors des journées pédagogiques.✓ L'évaluation de l'enseignement et l'évaluation axée sur les compétences avec le NSN, conformément au guide d'utilisation, ont été globalement observées et évaluées.✓ Tous les tests de S5 et S6 ont été rédigés et corrigés avec une matrice de compétences commune, basée sur l'évaluation axée sur les compétences décrite dans le NSN.✓ Des exemples d'épreuves du BAC ont été fournis aux

	<p>enseignants pour préparer des propositions pour le BAC 2021.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les notes des élèves ont été observées dans le SMS et analysées. En cas de manque d'homogénéité important, des mesures ont été prises pour résoudre le problème. ✓ L'analyse des résultats de S5 et S6 a été communiquée au BSG avant le 30/06.
Prochaines étapes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Continuer à suivre les résultats. ✓ Continuer à soutenir les nouveaux enseignants ayant moins d'expérience avec le NSN.

Priorité 2	Mise en œuvre des recommandations du rapport d'évaluation sur le soutien éducatif et mise en œuvre du Plan d'action pour le soutien éducatif et l'éducation inclusive
Cycle	Cycles maternel, primaire et secondaire
Principales étapes	<p>Dans le cadre du rapport d'évaluation sur le soutien éducatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivre la mise en œuvre des priorités définies sur la base du rapport d'évaluation du soutien éducatif (plan de mise en œuvre) ; - Préparer un projet de budget pour 2022 qui reflète la mise en œuvre des recommandations ; - Poursuivre la mise en œuvre des recommandations ; - Préparer un rapport d'auto-évaluation sur les progrès réalisés. <p>Dans le cadre du Plan d'action pour le soutien éducatif et l'éducation inclusive :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ S'assurer de l'existence et de l'accessibilité à des lignes directrices complètes et spécifiques à l'école entièrement conformes à la politique ; ✓ Disposer de procédures claires et de preuves documentaires pour une décision concernant l'inscription ou la non-inscription d'un enfant, incluant une expertise externe et la prise en compte du meilleur intérêt de l'enfant en question.
Réalisations	<p>Dans le cadre du rapport d'évaluation sur le soutien éducatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La mise en œuvre des priorités définies sur la base du plan de mise en œuvre s'est poursuivie dans toutes les écoles, ainsi que la mise en œuvre des recommandations. ✓ Le budget pour 2022, reflétant la mise en œuvre des recommandations, a été préparé. ✓ Certaines écoles ont préparé un rapport d'auto-évaluation, d'autres doivent encore formaliser le rapport d'auto-évaluation. <p>Dans le cadre du Plan d'action pour le soutien éducatif et l'éducation inclusive :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'existence de lignes directrices spécifiques à l'école conformes à la politique a été vérifiée. Elles sont accessibles sur les sites Internet des écoles. ✓ Des procédures claires ont été développées à l'aide de preuves

	documentaires pour l'inscription ou la non-inscription dans la plupart des écoles, certaines doivent encore finaliser les procédures.
Prochaines étapes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formaliser le rapport d'auto-évaluation. ✓ Poursuivre la mise en œuvre des recommandations. ✓ Finaliser toutes les procédures liées à l'inscription/non-inscription.

Priorité 3	Garantir un enseignement et un apprentissage de haute qualité en cas de suspension (partielle) de l'enseignement « in situ »
Cycle	Cycles maternel, primaire et secondaire
Principales étapes	<ul style="list-style-type: none"> - En s'appuyant sur le document d'assurance de la qualité de l'équipe, fournir une politique mise à jour sur l'enseignement et l'apprentissage à distance et établir des normes minimales à cet égard. - Adapter le Plan d'apprentissage individuel (PAI) et le Plan éducatif de groupe (PEG) à la situation d'enseignement à distance. - Identifier des pairs dans chaque cycle qui apporteront un soutien particulier aux nouveaux collègues en matière d'enseignement à distance. - Établir une politique de formation sur l'enseignement à distance. - Aider les élèves nouvellement arrivés à s'adapter à l'enseignement à distance.
Réalisations	<ul style="list-style-type: none"> - Des orientations sur l'enseignement à distance ont été élaborées dans toutes les Ecoles et la plupart des enseignants étaient informés des exigences de l'enseignement à distance. - Le PAI et le PEG étaient toujours mis en place en cas d'enseignement à distance. Les enseignants se sont adaptés à des règles/scénarios en constante évolution : in situ, cours en ligne, modèle de rotation. - Des formations sur l'enseignement à distance ont été organisées dans toutes les Ecoles pour les enseignants. - Les élèves nouvellement arrivés ont reçu un soutien individuel de base sur l'apprentissage à distance.
Prochaines étapes	<ul style="list-style-type: none"> - Continuer à organiser des formations périodiques pour rafraîchir les connaissances du personnel pour l'apprentissage à distance en cas de confinement futur.

B. Objectifs financiers et administratifs

Pour l'exercice 2021, 5 objectifs communs avaient été prévus, dans les domaines des finances, de la comptabilité, du contrôle interne, de la sûreté et de la sécurité et de la protection générale des données.

Objectif spécifique 1	Assurer la mise à jour de l'inventaire physique conformément aux règles du Règlement Financier (RF) Conformément à l'article 82 du CR (nouvelle version à partir du 1 ^{er} janvier 2021), un inventaire doit être tenu pour tous les biens meubles et immeubles selon un modèle établi par le comptable. Une inspection est effectuée tous les trois ans pour vérifier l'exactitude physique des écritures de l'inventaire. L'objectif est de s'assurer que l'école se conforme à cette disposition.	
Qui ?	Chef comptable, tous les Chefs d'unité et d'établissement	
Principales étapes	<ul style="list-style-type: none"> - Fourniture d'un modèle pour l'inventaire (BSG) - Effectuer l'inspection physique, si nécessaire - Mettre à jour les écritures de l'inventaire dans le logiciel de comptabilité SAP - Envoyer une copie de l'inspection et de la mise à jour au Bureau du Secrétaire général 	
Réalisations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le modèle de l'inventaire et les lignes directrices ont été fournis aux écoles. ✓ Cinq Ecoles ont effectué une inspection physique en 2021. ✓ Trois écoles ont effectué l'inspection physique en 2021 et ont mis à jour les écritures de l'inventaire dans le logiciel de comptabilité SAP. ✓ Trois écoles ont effectué une inspection physique en 2021 et ont envoyé une copie de l'inspection et de la mise à jour au BSG. ✓ Par ailleurs, une Ecole ayant effectué une inspection physique à la fin de 2020 a également mis à jour les écritures dans le logiciel de comptabilité SAP et envoyé une copie de l'inspection au BSG début 2021. 	
Prochaines étapes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Deux Ecoles doivent mettre à jour les écritures dans SAP, finaliser le rapport d'inspection et envoyer une copie au BSG. ✓ Trois Ecoles et le BSG prévoient d'effectuer une nouvelle inspection physique en 2022. 	
Objectif spécifique 2	<u>Mettre en œuvre le mémorandum sur la gestion des activités extra-budgétaires selon le calendrier prévu (> 1 an) – suite de 2020</u>	
Qui ?	Chef comptable, Comptable central, Chef du contrôle interne	Écoles
Principales étapes	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les Ecoles dans la mise en œuvre du mémorandum (par ex. avec des conseils, une formation et des modèles) ; - Adopter le RF pour s'assurer que les voyages scolaires puissent être considérés comme des activités budgétaires ; - Lancer l'appel d'offres pour les voyages scolaires (à finaliser au printemps 2022) - Adopter le mémorandum sur les 	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les centres de profit dans SAP ; - Facturer les parents via le SMS pour toutes les activités du groupe 1 ; - Émettre toutes les factures destinées aux tiers via SAP ; - Lancer un appel d'offres pour les voyages scolaires de l'année scolaire 2021-2022 (avec le BSG) ; - Informer le Conseil d'Administration sur le traitement des activités des groupes 2 et 3.

	activités extra-budgétaires (à l'exclusion des voyages scolaires) ;	
Réalisations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un groupe de travail interne a développé des lignes directrices pour intégrer les voyages scolaires au budget, celles-ci ont été approuvées par le CS en décembre 2021 (2021-10-D-35-en-2). ✓ Les modifications proposées du RF, principalement concernant les Articles 6, 10, 14 et 19, ont été adoptées à la réunion du CS en décembre 2021 (doc : 2021-10-D-36-en-4). ✓ Préparations pour l'appel d'offres commencée (procédure ouverte pour des voyages pour une somme d'environ 5-6 millions par an, identification de 6 lots, identification de critères de sélection pour inclure la langue, l'expérience précédente, le taux de rotation). 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Toutes les étapes ont été mises en œuvre, bien qu'à une échelle réduite en raison de la pandémie de Covid- 19. ✓ La préparation de l'appel d'offres pour les voyages scolaires est en cours (voir colonne de gauche).
Prochaines étapes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Conduire l'appel d'offres pour les voyages scolaires. ✓ Le mémorandum actuel sur la gestion reste en vigueur en 2022. Le mémorandum mis à jour sera élaboré pour entrer en vigueur en 2023. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Une Ecole doit toujours finaliser la facturation à des tiers dans SAP.
Objectif spécifique 3	<u>Limiter l'excédent budgétaire de 2021 à un maximum de 1 % du budget de l'Ecole et du BSG (budget final adopté).</u>	
Qui ?	Chef comptable, BSG et Ecoles	
Principales étapes	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une analyse adéquate des projections d'exécution budgétaire en juillet 2021. - Fournir une évaluation réaliste des besoins budgétaires pour modifier le budget en septembre 2021. - Suivre étroitement l'exécution budgétaire jusqu'à la fin de l'année 2021, y compris le report à l'année 2022. 	
Réalisations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'exécution budgétaire provisoire pour les dépenses de 2021 correspond à 98,3 % du budget adopté. L'excédent estimé de l'année budgétaire 2021 est d'environ 200 000 EUR, soit 1,3 % du budget du BSG pour 2021. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Malgré une amélioration continue, quatre écoles n'ont pas pu atteindre l'objectif envisagé.
Prochaines étapes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Continuer de suivre étroitement l'exécution budgétaire afin de maximiser l'utilisation des ressources disponibles. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Continuer de suivre étroitement l'exécution budgétaire afin de maximiser l'utilisation des ressources disponibles.

Objectif spécifique 4	Protection générale des données : <u>Respect du RGPD - Mettre en œuvre les règlements sur la protection des données (règlement général sur la protection des données 2018, RGPD)</u>	
Qui ?	Délégué à la protection des données	Ecoles
Principales étapes	<ul style="list-style-type: none"> - Relancer l'élaboration du registre des activités de traitement pour les Ecoles qui ne sont pas encore conformes et les unités du BSG. Mettre à jour le guide du registre des activités de traitement. - Organiser les formations pour les Délégués à la Protection des Données des Ecoles concernant l'utilisation du registre des activités de traitement. - Réviser et publier les activités de traitement des données téléchargées par les DPD des Ecoles. - Fixer des réunions semestrielles (ou 3 fois par an si possible) avec le réseau des DPD. - Maintenir la protection des données à l'ordre du jour (questionnaires, newsletters, actualités), en collaboration avec le réseau des DPD. - Relancer le GT Données de santé. - Collaborer avec l'équipe Informatique concernant les droits d'accès au SMS. - Rédiger un amendement au contrat MySchool concernant le recrutement de sous-traitants. - Renouveler les formations de sensibilisation dispensées aux employés du BSG. - Rédiger des clauses standard et des modèles d'accords de protection des données pour la cellule Marchés. - Aider l'unité ACI/Informatique pour la mise en place d'un formulaire d'inscription en ligne pour les écoles de Bruxelles, en prévoyant une évaluation et des recommandations. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enregistrer les activités de traitement des données les plus importantes et les plus sensibles dans le registre des activités de traitement des données (disponibles sur le portail des DPD).
Réalisations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réunion du réseau des DPD en février 2021 : rappel aux DPD des écoles sur l'importance du registre des activités de traitement (exigence du RGPD). ✓ Entretiens avec les employés des 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'enregistrement des données principales et les plus sensibles dans le registre des activités de traitement des données sur le portail du DPD a été réalisé par la plupart des écoles.

	<p>Unités RH dans le second semestre de l'année 2021. Les dossiers correspondants pour les activités de traitement des RH ont été téléchargés dans le registre.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise à jour du guide d'utilisation du registre des activités de traitement, ainsi que du document Excel avec l'inventaire des principales activités de traitement envoyé aux Ecoles et organisation d'une formation pour l'utilisation du registre en mars 2021. ✓ Révision et publication (Portail DPD - SharePoint) des activités de traitement des données téléchargées par les DPD des Ecoles. Cette révision est toujours en cours (des échanges avec les DPD des Ecoles sont nécessaires pour fournir d'autres explications et modifications). ✓ Deux réunions du réseau des DPD ont été organisées (février et juin 2021). ✓ Des actualités et questionnaires liés à la Journée de protection des données ont été envoyés aux membres du personnel du BSG. Cette pratique sera poursuivie en 2022. ✓ GT Données de santé organisé en mai et juin 2021. ✓ Droits d'accès au SMS : collaboration en cours avec l'Unité Informatique pour élaborer des dispositions communes concernant l'utilisation du SMS par le BSG et les Ecoles. ✓ L'amendement au contrat MySchool n'est plus nécessaire. ✓ Les formations de sensibilisation n'ont pas pu être renouvelées en 2021. ✓ Les clauses standard et les modèles d'accords de protection des données ont été envoyés à la cellule Marchés. ✓ Portail d'inscription pour les Ecoles de Bruxelles : (i) des conseils d'ordre général ont été donnés à l'Unité ACI/Informatique pour le lancement de ce portail d'inscription, (ii) une évaluation d'impact de la protection des données (« EIPD ») a été menée en collaboration avec l'Unité ACI/Informatique et soumise au Secrétaire général pour décision finale, et (ii) des déclarations de confidentialité ont été rédigées pour 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dans 4 écoles, le processus d'enregistrement est toujours en cours.
--	--	---

	être publiées sur le portail.	
Prochaines étapes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Poursuivre le travail de cartographie de toutes les activités de traitement des Unités du BSG pour les enregistrer dans le registre. ✓ Renouveler les formations de sensibilisation dispensées aux employés du BSG en 2022. ✓ Procéder à une EIPD pour les autres projets en cours (par ex. le projet HCM). 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Poursuivre le travail sur le registre des activités de traitement.
Objectif spécifique 5	<u>Approuver, publier et commencer à mettre en œuvre le mémorandum sur l'application des procédures de sécurité (>1 an)</u>	
Qui ?	Coordinateur exécutif du BSG, Responsable de la sûreté et de la sécurité du BSG et Ecoles	
Principales étapes	<ul style="list-style-type: none"> - Examiner, approuver et publier les procédures comprenant le mémorandum sur l'application des procédures de sécurité : - Politique d'accès ; - Politique de fourniture ; - Vidéosurveillance et - Confinement - (Coordinateur exécutif du BSG, Responsable de la sûreté et de la sécurité du BSG en coopération avec les Ecoles) ; - Définir le calendrier de mise en œuvre (Coordinateur exécutif du BSG, Responsable de la sûreté et de la sécurité du BSG en coopération avec les Ecoles) ; - Le cas échéant, calculer les fonds nécessaires pour mettre en œuvre les mesures (Directeur et Directeur adjoint des finances et de l'administration (DDFA)) ; - Si nécessaire, adopter des procédures pour se conformer à la loi du pays d'accueil ainsi qu'aux circonstances spécifiques de l'école (Directeur, DDFA, Responsable local de la sûreté et de la sécurité, Correspondants protection des données) ; - Commencer la mise en œuvre des procédures conformément au calendrier défini (Directeur, DDFA, Responsable local de la sûreté et de la sécurité, Correspondant protection des données). 	
Réalisations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rédiger, réviser et approuver la politique d'accès aux Ecoles européennes et BSG - Lignes directrices 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La politique d'accès a été développée et examinée et sera mise en œuvre dans chaque école en 2022.
Prochaines étapes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en œuvre de la politique d'accès dans les écoles. ✓ Elaboration et mise en œuvre des autres lignes directrices susmentionnées. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en œuvre de la politique d'accès. ✓ L'élaboration et l'examen des autres politiques seront poursuivis courant 2022 avec l'aide du Responsable central de la sûreté et de la sécurité. ✓ Pour trois autres Ecoles, développement de procédures spécifiques en matière d'incendie, de lutte contre l'intimidation et de gestion de la Covid-19.

4.2 Assurance de la qualité sur le plan administratif et financier

A. Mise en place du système de gestion financière

- Séparation des tâches

Le mémorandum, publié par le Secrétaire général en 2018, a continué d'être appliqué dans toutes les écoles et dans l'OSG avec quelques exceptions signalées (9) concernant soit de très petites équipes comptables dans les écoles de Bergen, Karlsruhe et Varèse, soit liées à l'absence temporaire du Local Accounting Officer Correspondent (LAOC) ou de son back-up dans les écoles de Francfort, et Munich. Toutes les modifications apportées aux tableaux de séparation des tâches ont été communiquées à l'unité de capacité de contrôle interne, qui les a approuvées avant de les mettre en production dans SAP.

- Système de comptabilité SAP

Le logiciel de comptabilité SAP a été encore amélioré en 2021. Les principaux développements étaient les suivants :

- ✓ Suivi de la recommandation du SAI « Blocage des comptes pour les écritures manuelles ».
- ✓ Développement du module SAP HCM à utiliser pour la gestion des salaires des membres du personnel détaché, lancement prévu le 15/03/2022.
- ✓ Début du développement du nouveau manuel sur la transaction MIRO (gestion des factures d'achat).

Des sessions de formation ont eu lieu pour les nouveaux Directeurs adjoints des finances et de l'administration.

- Approbation des paiements dans SAP et le système de banque en ligne

Le système de comptabilité SAP est lié au système de banque en ligne ISABEL qui est utilisé par toutes les Ecoles et le BSG. Tous les paiements sont initiés dans SAP et envoyés automatiquement au système de banque en ligne, où deux employés autorisés les valident (signature 1 : Correspondant comptable local dans les Ecoles/BSG/suppléant, signature 2 : le Comptable central ou son équipe sur délégation).

Au cours de l'année 2021, les écoles de Bruxelles I et III, Munich et Varese ont dû effectuer un nombre de paiements limité (10 au total) en dehors de SAP et les ont enregistrés dans le registre des exceptions.

Modèle simplifié

Le système SAP offre la possibilité à l'ordonnateur de déléguer au vérificateur (modèle simplifié de séparation des tâches). Le flux de travail se termine par une vérification (quatre yeux au lieu du principe des six yeux habituel). La condition préalable à l'utilisation du modèle simplifié est une évaluation des risques et un acte de délégation. En 2021, les écoles d'Alicante, Bruxelles I et II et Karlsruhe ont utilisé un modèle simplifié (4 yeux au lieu de 6 yeux) pour des transactions moins sujettes aux risques.

- Signature centralisée des comptes pour 2020

Le Comptable central a signé les comptes individuels 2020 de toutes les Ecoles et du BSG et les a transmis aux organes compétents. Il a également signé les comptes consolidés pour l'ensemble du système des Ecoles européennes avant de les transmettre au Conseil supérieur, à la Commission européenne, à l'Office européen des brevets et à la Cour des comptes européenne, comme prévu à l'Article 73 du RF.

- Rapports semestriels

Un rapport semestriel sur l'exécution budgétaire et des conclusions sur le système de contrôle interne ont été envoyés au CS en juillet 2021 (Art. 103.7 du RF).

B. Conclusion synthétique de l'évaluation de la mise en œuvre du système de contrôle interne

Le tableau suivant met en évidence les mesures les plus importantes prises au cours de l'exercice 2021. Ils sont structurés en six modules qui constituent les piliers du système de contrôle interne.

Domaine	Mesures prises
1. Mission et valeurs	<ul style="list-style-type: none">- Bien-être au travail :<ul style="list-style-type: none">○ Nomination d'un Conseiller en prévention interne au BSG.○ Harmonisation pour toutes les EE en Belgique et le BSG avec un Service externe commun pour la prévention et la protection des risques psychosociaux au travail.○ Développement des « Recommandations d'action pour traiter le harcèlement de manière harmonisée » dans le système EE.○ Coordination de la vaccination Covid pour le personnel des EE en Belgique et du BSG par le service médical de la CE.
2. Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">- Publication de « nouvelles directives pour la procédure de sélection des DAFA recrutés localement » en septembre 2021 afin d'améliorer le processus de recrutement.- Finalisation d'un mémorandum sur la politique de formation des PAS des Ecoles européennes et du BSG en vigueur à partir du

	<p>01/01/2022 clarifiant les rôles et responsabilités ainsi que les aspects organisationnels et budgétaires de la gestion de la formation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Publication des règlements d'application pour l'évaluation des performances des Directeurs adjoints des Ecoles européennes en décembre 2021. - Création d'un sous-groupe de travail RH dans le cadre du groupe de travail de simplification pour discuter et analyser les différents sujets liés aux recrutements.
3. Planification et gestion des risques	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien permanent quant à la gestion des risques par la poursuite de la mise au point de registres des principaux risques dans les Ecoles et au BSG dans les domaines de la pédagogie, de l'administration et des finances, et des ressources humaines. - Finalisation et publication du registre général des risques en matière de sûreté et sécurité aux Ecoles européennes. - Poursuite de la mise en œuvre du Plan stratégique pluriannuel 2019-2021, définition d'objectifs communs en matière pédagogique pour les écoles pour l'année scolaire 2021-2022 et en matière administrative et financière pour l'exercice 2022. - Début de la préparation d'un Plan pluriannuel 2022-2024 pour les Ecoles européennes, en vue de son approbation finale par le Conseil supérieur en avril 2022. - Suivi permanent de la mise en œuvre des objectifs communs pour 2019-2021 lors des réunions des Conseils d'administration.
4. Fonctionnement et activités de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> - Finalisation de la poursuite de la révision du Règlement financier applicable au budget des Ecoles européennes à partir du 01/01/2022. - Publication de directives sur le processus de vérification physique de l'inventaire (procédure et modèle). - Poursuite du travail sur un nouveau mémorandum sur les procédures de paiement (prévu en 2022). - Développement d'une approche de l'EURSC pour bloquer les comptes du grand livre général dans le système SAP. - Finalisation des achats liés aux services de traduction. - Développement d'un nouveau module SAP HCM pour la gestion des salaires des membres du personnel détaché (lancement prévu en mars 2022). - Poursuite de la révision et approbation des tableaux de séparation des fonctions préparés par les Ecoles et le BSG. - Contrôles ex-post effectués au BSG et dans plusieurs Ecoles, dans les domaines des ressources humaines, des achats, des contrôles internes et de la séparation des fonctions (voir chapitre spécifique).

5. Information et rapports financiers	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation élargie et améliorée des comptes individuels des Ecoles et de l'OSG. Signature des comptes individuels 2020 des Ecoles et du BSG par le comptable central. - Signature des comptes consolidés des Ecoles européennes 2020 par le comptable central (art. 73 RF). - Poursuite des activités liées à la validation du système comptable (voir chapitre spécifique) - Mise à jour des lignes directrices sur les comptes créditeurs - Publication des lignes directrices visant à ouvrir la compensation des fournisseurs - Mise en œuvre d'un rapport sur les paiements effectués en dehors de SAP - Approbation des rapports annuels d'activités des écoles pour 2020 et préparation du rapport annuel d'activités du BSG pour 2020. - Préparation du Rapport annuel d'activités 2020 du système des Ecoles européennes et présentation de ce Rapport au Conseil supérieur.
6. Audit et conformité aux Normes de contrôle interne	<ul style="list-style-type: none"> - Audit de la clôture des comptes 2020 de 7 Ecoles (EE Alicante, EEB1, EEB2, EEB3, EEB4, EE de Karlsruhe et de Munich) par l'auditeur externe Deloitte. - Rapport final de l'audit de l'IAS portant sur les contrôles relatifs au Baccalauréat européen et développement d'un plan d'action. - Suivi des recommandations d'audit en suspens classées comme étant prêtes à être examinées.

Toutes les Ecoles et le BSG ont autoévalué la mise en œuvre du système de contrôle interne à la fin de cet exercice financier. Le tableau ci-dessous présente les Normes de contrôle interne relatives aux six domaines et le nombre d'Ecoles/BSG qui les ont entièrement (vert) ou partiellement (jaune) mises en œuvre, ou qui ne les ont pas mises en œuvre (rouge). Ce tableau montre également les améliorations apportées depuis l'année précédente. Voici le résultat:

- 1) Selon les évaluations des Ecoles, les Normes de contrôle interne relatives à la mission et aux valeurs ont été effectivement mises en œuvre et fonctionnent efficacement, dans une large mesure. Par rapport à 2020, la situation reste la même (1 cas partiellement mis en œuvre pour la « Mission » et 3 cas partiellement mis en œuvre dans « Valeurs déontologiques et organisationnelles »).
- 2) Selon les évaluations des Ecoles/BSG, les normes relatives à la gestion des ressources humaines ont été effectivement mises en œuvre et fonctionnent efficacement. Néanmoins, des faiblesses demeurent dans les domaines suivants : recrutement et rétention du personnel ainsi que performance et développement du personnel (-1 entièrement mise en œuvre dans chaque cas par rapport à 2020). Ces problèmes résultent principalement des difficultés à trouver du personnel qualifié, des retards considérables dans les processus d'évaluation du personnel et, enfin, du nombre élevé de postes de détachement non pourvus, qui est bien en deçà des attentes et de l'accord.

- 3) Les EE ont mis en œuvre de manière satisfaisante les Normes de contrôle interne dans le domaine « Planification et gestion des risques ». D'une part, cela a été possible parce que les Ecoles continuent à utiliser des modèles communs pour les Plans scolaires annuels (pédagogique et financier/administratif) et qu'elles poursuivent des objectifs communs sur une base annuelle. Toutefois, pour la norme « Gestion systématique des risques », la situation s'est légèrement détériorée dans deux écoles en raison de l'absence de protocoles de sécurité et de sûreté efficaces. Cette situation est partiellement compensée par l'amélioration de la « définition des objectifs et des indicateurs » (+2 entièrement mis en œuvre par rapport à 2020).
- 4) En ce qui concerne les normes « Opérations et activités de contrôle », les évaluations témoignent d'une régression globale par rapport à 2020. Les normes relatives à la « Continuité des opérations » comprenaient une évaluation rouge dans 2 cas. En outre, par rapport à l'année dernière, les normes « Continuité des opérations » et « Procédures » ont perdu un cas dans la catégorie « entièrement mis en œuvre ». Quant à la norme « Gestion du courrier et des documents », le BSG a diminué son évaluation (non mis en œuvre). Une amélioration a été identifiée dans la norme « Exceptions », qui a été évaluée comme étant entièrement mise en œuvre dans le système des EE. Enfin, les principales faiblesses identifiées dans ce pilier peuvent être partiellement expliquées par les éléments suivants :

Les procédures doivent être améliorées dans les domaines de la comptabilité, du recrutement et de l'informatique. De plus, la pandémie de Covid-19, ainsi que les ressources limitées des écoles, n'ont pas facilité de nouvelles améliorations.

En ce qui concerne la norme « Continuité des opérations », la plupart des écoles/OSG ne disposent pas d'un plan d'urgence couvrant les éventuels incidents majeurs, ni d'un plan de continuité des opérations en cas de perturbations majeures. Pour palier partiellement à cette faiblesse, pendant 2021, un plan de reprise informatique après sinistre a été initié.

- 5) Pour la NCI relative à l'information et au rapport financier, la moitié des écoles ont pleinement mis en œuvre la norme, tandis qu'elle est toujours en cours dans les autres. Un projet central de renforcement des solutions de sauvegarde numériques débutera en avril 2022. En outre, le groupe de travail de simplification analyse également les initiatives d'amélioration de la gestion des documents. En ce qui concerne les Normes de contrôle interne « Information et rapports financiers », la situation s'est améliorée par rapport à 2020 (+3 entièrement mise en œuvre pour « Information des cadres et communication »). La norme « Information des cadres et communication » conserve les mêmes résultats que l'année dernière. Néanmoins, il reste quelques points d'attention quant à l'évolution future des fonctions d'établissement de rapports.
- 6) Le dernier domaine, « Audit et conformité aux Normes de contrôle interne », était entièrement mis en œuvre et fonctionnait efficacement. Par rapport à l'année dernière, les résultats ont légèrement diminué, principalement en raison du retard dans la mise en œuvre des recommandations d'audit (-1 entièrement mis en œuvre pour les « audits » et résultats inchangés pour « l'évaluation de la conformité aux Normes de contrôle interne »).

L'auto-évaluation des systèmes de contrôle interne dans les Ecoles/BSG permet de conclure globalement que, malgré quelques améliorations, des efforts supplémentaires importants sont nécessaires, notamment dans les domaines de la continuité des activités, des procédures et de la gestion du courrier et des documents.

PILLAR	INTERNAL CONTROL STANDARDS	NUMBER OF SCHOOLS + OSG					
		2020			2021		
		Fully implemented	Partially implemented	Not implemented	Fully implemented	Partially implemented	Not implemented
I. MISSION AND VALUES	1. Mission	13	1	0	13	1	0
	2. Ethical and organisational	11	3		11	3	0
II. HUMAN RESSOURCES	3. Staff recruitment and allocation	7	7	0	6	8	0
	4. Staff performance and development	12	2	0	11	3	0
III. PLANNING AND RISK MANAGEMENT	5. Definition of objectives and indicators	10	4	0	12	2	0
	6. Systematic risk management	12	2	0	10	4	0
IV. OPERATIONS AND CONTROL ACTIVITIES	7. Operational structure	10	4	0	10	4	0
	8. Procedures	7	7	0	6	8	0
	9. Exceptions	11	3	0	14	0	0
	10. Control and supervision arrangements	13	1	0	12	2	0
	11. Continuity of operations	3	10	1	3	9	2
	12. Mail and document	8	6	0	7	7	1
V. INFORMATION AND FINANCIAL REPORTING	13. Management information and communication	11	3	0	11	3	0
	14. Accounting and Financial reporting	11	3	0	14	0	0
VI. AUDIT AND COMPLIANCE WITH INTERNAL CONTROL STANDARDS	15. Audits	11	3	0	10	4	0
	16. Assessment of compliance with the internal Control Standards	10	4	0	10	4	0

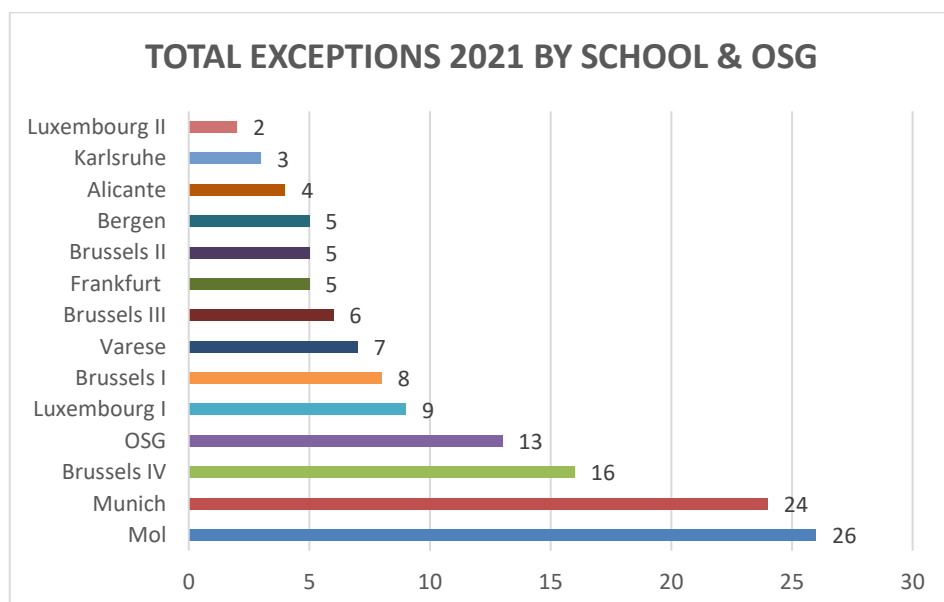
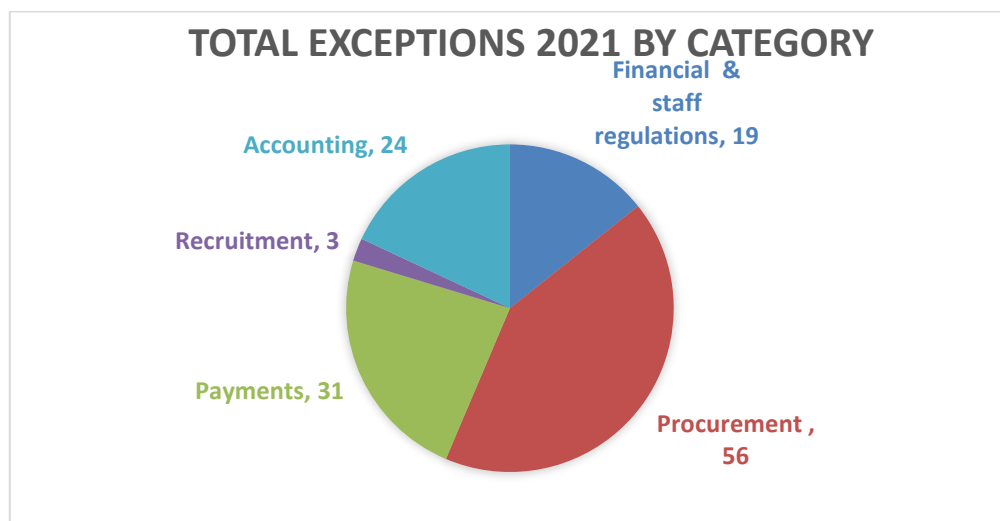
C. Registre des exceptions

Conformément à la Norme de Contrôle Interne n° 9 (document 2016-10-D-27 approuvé par le CS), toutes les Ecoles et le BSG disposent d'un registre des exceptions. L'idée est que chaque transgression d'une règle, d'un règlement ou d'une décision peut remettre en question l'application de la bonne gestion financière dans l'exécution du budget et/ou la réputation de l'Ecole. C'est pourquoi il est important d'analyser chaque transgression de manière individuelle, le plus tôt possible, de la documenter et de la justifier correctement et d'identifier les actions à entreprendre afin d'éviter que la même situation ou une situation similaire ne se reproduise à l'avenir. Il importe également de conserver une vue d'ensemble des transgressions commises au cours d'une année, puisque celles-ci – peut-être pas prises individuellement, mais au total – peuvent influencer sur la fiabilité des comptes et la déclaration d'assurance signée par l'ordonnateur.

Dans le courant de l'année 2021, les Ecoles et le BSG ont appliqué le « Mémoire pour l'utilisation du Registre des exceptions » (2018-07-M-01).

Au total, 133 exceptions ont été enregistrées par les Ecoles et le BSG. Les catégories dans lesquelles le plus d'exceptions ont été signalées sont les achats, avec 56 exceptions, suivies des paiements,

avec 31 exceptions, et de la comptabilité, avec 24 exceptions. Les graphiques suivants donnent une vue d'ensemble des exceptions par catégorie et par Ecole/BSG :

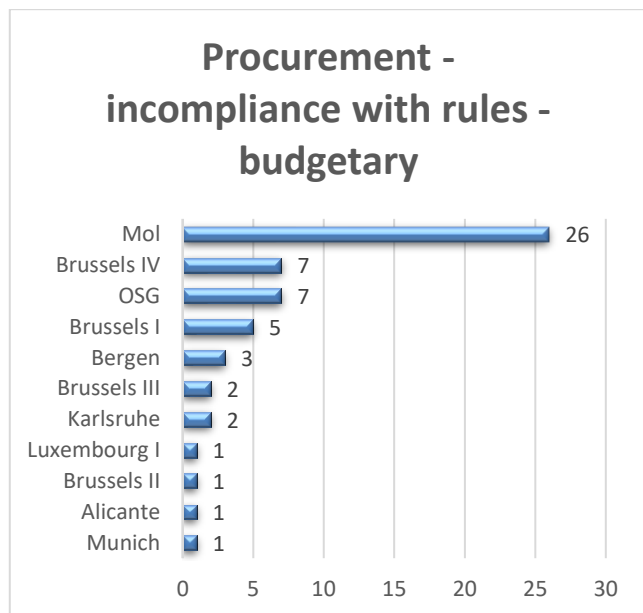


Par rapport à l'année dernière, le nombre total d'exceptions a diminué de 19 %. Plus précisément, le nombre d'exceptions a baissé par rapport à l'an dernier, passant de 165 à 133 (après qu'il avait augmenté de 2019 à 2020).

Le plus grand nombre d'exceptions a eu lieu dans la sous-catégorie « marchés publics - non-respect des règles - budget », néanmoins, cette sous-catégorie a connu une diminution de 32 % par rapport aux chiffres de l'année précédente (de 83 à 56). Cette réduction s'explique en partie par les efforts et les mesures qui ont été pris depuis 2019 pour améliorer les activités de marchés publics. Par exemple, la publication du Mémoire sur la gestion des activités extra-budgétaires, la création d'une plateforme commune pour les règles et les modèles de passation de marchés, ou la mise en place d'une liste de contrôle ex ante obligatoire pour les marchés publics.

L'infraction la plus courante à l'origine des exceptions en matière de marchés publics est la signature de contrats d'une valeur supérieure à 15 000 euros sans procédure d'appel d'offres appropriée. L'année dernière, l'école de Mol a signalé 40 exceptions dans cette catégorie.

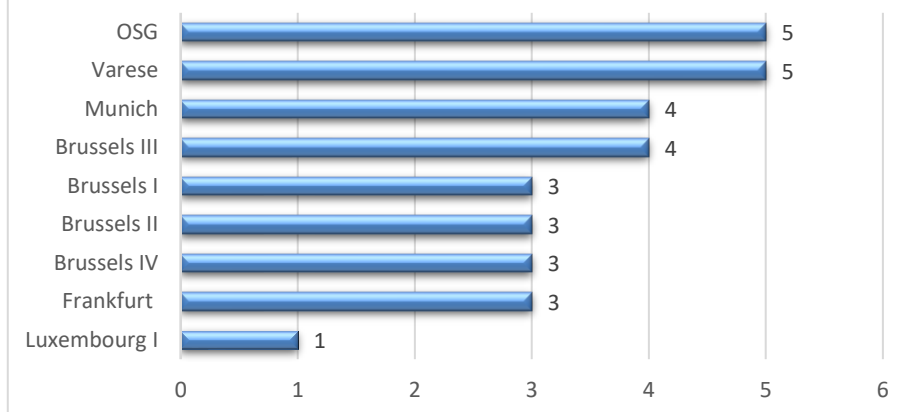
Il convient de noter qu'en travaillant sur une action visant à remédier à la situation, l'Ecole a réduit de manière significative (de 35 %) cette catégorie d'exception au cours de cette année.



La deuxième plus grande sous-catégorie d'exceptions est liée aux « paiements - non-conformités avec les règles », avec une augmentation par rapport aux chiffres de l'année précédente de 24 % (de 25 à 31 exceptions). Le nombre moyen de cas par école est de 3. La principale raison de cette exception est l'exécution de paiements sans respect du flux de paiement.

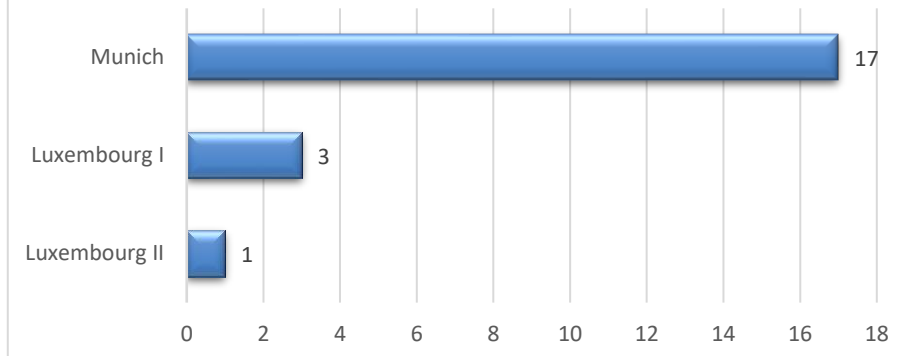
Bien que le logiciel commun de banque en ligne et l'approbation centrale des paiements par l'équipe du comptable central aient été entièrement mis en œuvre et qu'ils aient montré une amélioration des exceptions en 2020, le nombre d'exceptions ne respectant pas les règles de paiement a augmenté de 19 % en 2021.

Payments - incompliance with rules -



Enfin, la troisième sous-catégorie d'exceptions la plus courante est la comptabilité - négligence du principe d'annualité - avec 26 exceptions. 17 exceptions proviennent de l'école de Munich. Ces cas sont liés à la responsabilité restante de l'école de Munich pour le remboursement des émoluments des enseignants détachés.

Accounting - negligence of annuality principle



D. Gestion des risques

La gestion, le suivi et le rapport des risques introduits en continu depuis 2015 se sont poursuivis tout au long de l'année 2021. Les activités comprenaient:

- Discussion des principaux risques entre les Directeurs deux fois par an (en juin pour les risques pédagogiques ; en décembre pour les risques administratifs et financiers).

- Mise à jour semestrielle des principaux risques des Ecoles, évaluation par la direction de chaque Ecole et présentation lors des réunions du Conseil d'administration.
- Discussion semestrielle des principaux risques liés au système des EE au sein de l'équipe de direction au sein du BSG (février et octobre), mise à jour de la documentation et présentation aux organes directeurs.
- Synthèse et révision des registres des risques des Ecoles au niveau central et feed-back lors des réunions du Conseil d'administration.

Le tableau suivant donne un aperçu de l'évolution des principaux risques des Ecoles depuis 2019 jusqu'au début 2022.

Le niveau de risque d'un certain nombre de risques a diminué. C'est un point important car cela montre que des plans d'action ont été mis en œuvre et que des décisions importantes ont été prises par les organes de direction qui améliorent les situations.

Intitulé du risque	Janv. 2019	Janv. 2020	Janv. 2021	Janv. 2022	Explication
Risques financiers et administratifs:					
Faiblesses des processus de gestion financière	13	11	11	9	D'importantes recommandations d'audit relatives à la gestion financière ont été mises en œuvre. Les nouvelles lignes directrices et procédures ne sont pas encore pleinement mises en œuvre, et le personnel reste insuffisamment formé. Aucune des Ecoles ne l'a évalué comme un risque majeur.
Mesures de sécurité insuffisantes	9	10	10	9	La mise en œuvre des mesures est retardée dans certaines Ecoles. Des procédures de sécurité harmonisées sont encore manquantes. Il reste un risque majeur à l'EEB II.
Dépendance croissante à l'informatique et aux télécommunications	18	15	15	16	Légère augmentation après une réduction les années précédentes. Les besoins sont en constante augmentation et ces besoins sont plus devenus plus patents lors de la pandémie. Il reste un risque majeur à l'EEB I, l'EEB IV et Luxembourg II.
Retards dans la rénovation et l'approvisionnement	12	12	12	15	Pas de développement homogène de ce risque dans les différentes Ecoles (très

ent des bâtiments					important pour certaines et aucun risque pour d'autres). Il reste un risque majeur à l'EE de Bergen, l'EEB II et l'EE de Francfort.
Nombre insuffisant de personnel administratif formé	17	15	14	13	Diminué, car l'Ecole prend des mesures pour former le personnel et assurer l'appui de suppléants. Il reste un risque majeur à l'EE de Luxembourg I et à l'EE de Francfort.
Absence de spécialiste/département RH	15	13	11	10	Le risque a légèrement diminué par rapport à l'année dernière car certains postes ont été pourvus. Aucune des Ecoles ne l'a évalué comme un risque majeur.
Bien-être des membres du personnel, en particulier des enseignants à risque dans le contexte de pandémie de Covid-19			15	15	Aucun changement par rapport à l'année dernière. La pandémie exigeant un grand nombre d'enseignants, notamment dans les écoles bruxelloises déjà surchargées, a un impact important sur le bien-être du personnel. Évalué comme un risque majeur dans l'EE d'Alicante, l'EEB I, l'EEB II, l'EEB III et l'EEB IV.
Intitulé du risque	Sept. 2018	Sept. 2019	Sept. 2020	Sept. 2021	Explication
Risques pédagogiques:					
Manque d'harmonisation/de cohérence entre les sections	10	9	9	7	Le risque a diminué par rapport à l'année dernière. Les Ecoles qui ont évalué ce risque comme majeur et qui ont également reçu des recommandations dans les rapports de l'inspection d'établissement progressent dans la mise en œuvre.
Nombre d'heures d'enseignement non fourni	11	10	11	10	Le risque a légèrement diminué en raison des procédures de remplacement interne et des possibilités d'enseignement à distance mises en place par certaines Ecoles. Le remplacement du personnel vulnérable ou/et des membres du personnel en quarantaine constitue un défi pour plusieurs Ecoles. Aucune des Ecoles ne l'a évalué comme un risque majeur.

Difficultés de recrutement des chargés de cours	18	15	15	14	Risque évalué très différemment par les Ecoles. Évalué comme un risque majeur à l'EEB II, l'EEB IV, l'EE de Francfort et l'EE de Karlsruhe.
Evolution du nombre d'élèves (augmentation constante)	18	16	15	12	Le risque reste constamment élevé dans les Ecoles bruxelloises ; particulièrement à l'EEB II, l'EEB III et l'EEB IV, mais également à l'EE de Francfort, qui est toujours en attente d'un nouveau bâtiment.
Evolution du nombre d'élèves (augmentation constante)	12	12	11	10	Évalué comme un risque majeur à l'EE de Bergen et de Munich.
Risque de fermeture d'école (enseignement en ligne) en raison de la pandémie de Covid 19			18	11	Le risque a diminué après la deuxième année scolaire dans un contexte de pandémie de Covid-19 et une meilleure préparation et de bons concepts sanitaires dans les Ecoles. Aucune école ne considère désormais le risque comme important, contre 8 l'année dernière.

En ce qui concerne les risques liés au système des EE, les évaluations sont restées très similaires à celles de l'année précédente :

Risques système Écoles européennes du des	Fév. 2020	Oct. 2020	Fév. 2021	Oct. 2021	Explication
Postes détachés non pourvus (pour les postes d'enseignants et de direction)	16	16	20	20	Des difficultés demeurent et le % d'enseignants détachés est passé sous la barre des 50 % à la rentrée 2021-22. Le Covid-19 rend plus difficile la recherche d'enseignants désireux de déménager. L'accord de partage des coûts est en cours de révision et les propositions seront présentées en décembre 2022.
Difficultés à recruter et retenir un PAS hautement qualifié et spécialisé	12	6	6	4	Impact positif du nouveau système d'évaluation et de promotion (structure salariale unique)
Difficultés à recruter et retenir un PAS hautement qualifié et spécialisé - problématique			20	20	Dans le domaine ICT, il est toujours difficile d'attirer du personnel qualifié en raison de la forte concurrence parmi les informaticiens talentueux et du manque d'avantages offerts.

particulière dans les TIC					
Dépendance à l'égard du petit nombre d'experts informatiques			15	12	Une petite équipe ICT chargée de tous les services ICT des EE. Les conséquences sont des perturbations de services essentiels et une moindre garantie de continuité des activités.
La cinquième école de Bruxelles prévue pour 2019 ne sera pas disponible avant 2026	20	20	25	20	Le site temporaire a ouvert en septembre 2021 avec une faible capacité. Le site permanent ne sera pas disponible avant 2028. Une période de 2 ans pendant laquelle toutes les écoles de Bruxelles seront pleines mais aucune nouvelle école ne sera disponible.
Le suivi des recommandations et des conclusions de l'audit n'est pas aussi approfondi que nécessaire				8	Nouveau risque. Possibilités de suivi limitées, les écoles faisant partie de systèmes nationaux.
Défaut de mise en œuvre correcte du nouveau système de notation.	8	8	8	4	La mise en œuvre a été finalisée et réussie. Risque contrôlé.
Évaluation adéquate dans les États membres du nouveau système de notation.	15	15	10	10	Chaque Etat membre a fourni son tableau de conversion. L'observation de la reconnaissance doit être poursuivie.
Cyberattaque			20	20	Augmentation du nombre de cyberattaques ciblant des établissements privés et publics et obsolescence d'un grand nombre de systèmes et serveurs. Le renforcement de la sécurité informatique et une politique de sauvegarde appropriée doivent être mis en œuvre.
Défaillance critique du système			15	12	Grand nombre d'incidents, matériel et logiciel obsolètes, manque de documentation disponible et dépendance vis-à-vis de quelques membres clés du personnel.

Le BSG met à jour le registre des risques en février et en octobre de chaque année.

E. Activités du Service d'Audit interne (IAS)

Conformément à son plan d'audit de 2020, l'IAS a terminé d'auditer les inspections du Baccalauréat européen dans les EE et a publié le rapport d'audit final en mai 2021.

Le L'IAS a conclu que, si dans l'ensemble le système de contrôle interne mis en place par le Secrétaire général au nom du Conseil supérieur pour assurer la conformité de la session du Baccalauréat européen dans les EE et les EEA est **conçu de manière adéquate et efficace, des faiblesses importantes existent concernant sa mise en œuvre efficace**. Les cinq recommandations suivantes ont émergé de l'audit. Un plan d'action a été convenu et est actuellement mis en œuvre :

- Nomination des membres du Conseil d'examen, experts et membres du personnel - Très important (date de mise en œuvre : 31/07/2022) ;
- Dispositions éthiques du Baccalauréat européen - Très important (date de mise en œuvre : 31/07/2022) ;
- Sécurité des informations / informatique - Très important (date de mise en œuvre : 31/07/2023) ;
- Processus et procédures de planification, d'organisation et d'établissement de rapports sur la session annuelle du Baccalauréat européen – Important (date de mise en œuvre : 31/12/2022) ;
- Données et SMS soutenant l'organisation du Baccalauréat européen dans toutes les écoles – Important (date de mise en œuvre : 31/12/2023).

En juin et juillet 2021, le l'IAS a effectué des audits de suivi de deux recommandations ouvertes marquées « prêtes pour révision » afin d'évaluer les progrès réalisés dans leur mise en œuvre. Après vérification, le l'IAS a conclu que la recommandation avait été mises en œuvre de manière adéquate et efficace et l'a classée :

- Paiements sortants – critique.

Toutefois, l'IAS a conclu que la recommandation liée à « Gestion des risques – très important » n'avait pas été pleinement et adéquatement mise en œuvre. Des efforts ont été consentis pour mettre en œuvre pleinement le plan d'action convenu et la recommandation a une nouvelle fois été marquée « prête pour révision » en décembre 2021.

Par ailleurs, trois autres recommandations ont été marquées « prêtes pour révision » :

Blocage des transactions de comptabilité – important (ouverte depuis l'audit de 2017 sur les contrôles SAP)

- Politique de formation cohérente – important (en attente depuis un audit de suivi approfondi en 2018)
- Fourniture de services de traduction – important (en attente depuis un audit de suivi approfondi en 2018).

Par conséquent, cinq recommandations en suspens d'audits précédents, plus cinq recommandations de l'audit sur le Baccalauréat européen, restent ouvertes en ce début d'année 2022. Celles-ci ont été prises en compte dans nos plans pour cette année.

- Rôles et responsabilités de l'association des parents en matière de sécurité – Critique (date de mise en œuvre initiale 30/06/2017, date de mise en œuvre révisée 30/06/2022) : un nouveau modèle d'accord couvrant les dispositions générales sur la sûreté et la sécurité, devant être examiné et approuvé par les associations de parents respectives, a été envoyé dans les écoles en juillet 2021. Des réunions sont en cours entre le BSG, les Ecoles et les associations de parents pour suivre de près ce sujet. Un rapport sur l'avancement de la mise en œuvre sera présenté au Conseil supérieur en avril 2022.
- Rôles et responsabilités des comités de sûreté et de sécurité – Important (date de mise en œuvre initiale 31/12/2017, date de mise en œuvre révisée 31/12/2022).
- Rôles, responsabilités et tâches sur la sécurité et/ou la sûreté aux niveaux central et local – Important (date de mise en œuvre initiale 31/12/2017, date de mise en œuvre révisée 31/12/2022) :
l'avancement de la mise en œuvre des deux recommandations ci-dessus a été lent pour les raisons suivantes : a) difficultés à pourvoir le poste de Responsable de la sûreté et de la sécurité du BSG (RSS BSG) et changements ; b) le contexte de pandémie, qui a rendu les visites dans les écoles impossible ; c) des questions fondamentales quant à la loi applicable, qui ont été identifiées récemment mais n'ont pas encore été résolues. Des discussions sont en cours avec le nouveau RSS sur la façon de résoudre les problèmes et de passer à la mise en œuvre.
- Conseils juridiques sur les lois et règles locales applicables concernant la sécurité – Important (date de mise en œuvre initiale 30/06/2018, date de mise en œuvre révisée 31/12/2022) : des progrès ont été réalisés dans l'élaboration de lignes directrices pour une politique-cadre relative à l'accès. La prochaine étape prévue est de développer des lignes directrices pour AMOK, puis pour la vidéosurveillance et les livraisons. Celles-ci constituent la base de la sécurité et doivent être adoptées au niveau local.
- Archivage interne des documents et politique de gestion des documents sous-jacente – Important (date de mise en œuvre initiale 31/12/2018, date de mise en œuvre révisée 31/12/2022) : un sous-groupe de travail « gestion des documents » a été créé au sein du groupe de travail « simplification ». Un rapport intermédiaire a été présenté au CS en décembre 2021 pour analyse et commentaires. Il s'agit d'un point de départ pour un travail plus approfondi sur la mise en œuvre de cette recommandation.

F. Activités de la Cour des comptes (CCE)

En 2021, la CCE a effectué un examen des comptes et des systèmes de contrôle interne (recrutement, marchés, paiements) de Luxembourg II (Mamer) et de l'EE Mol, ainsi que du BSG. L'examen des comptes consolidés de 2020 effectué par la Cour n'a pas mis en évidence d'erreurs significatives dans les comptes annuels consolidés définitifs pour 2020. Le comptable central n'a pas émis de réserve pour les états financiers consolidés, mais a ajouté un paragraphe d'observations concernant la validation des systèmes comptables et l'élément de passif restant de l'Ecole de Munich concernant le remboursement des émoluments des enseignants détachés.

La CCE a mis en évidence des faiblesses dans :

- La comptabilité (problèmes dans le calcul des provisions pour avantages du personnel, capitalisation et amortissement des valeurs immobilisées et comptabilité d'exercice) ;
- Procédures de paiement (les délais de paiement ont fait l'objet d'un suivi insuffisant, les fonctions n'étaient pas toujours séparées dans le circuit de paiement) ;
- Procédures de marché (lacunes en ce qui concerne le respect des règles de concurrence et erreurs dans la mise en œuvre des procédures de marché) ;
- Procédures de recrutement (non-respect des exigences minimales et des délais mentionnés dans les avis de vacance) ;
- Les faiblesses liées à la continuité des activités.

Le BSG et les Ecoles ont déjà entrepris diverses actions pour remédier aux faiblesses identifiées et mettre en œuvre les recommandations :

- Comptabilité : un manuel de comptabilité a été élaboré et publié pour être utilisé à partir de janvier 2021 ; quant aux avantages du personnel, un nouveau module SAP appelé HCM (Human Capital Management) est en cours de développement pour gérer les salaires du personnel détaché dans SAP pour toutes les Ecoles et le BSG ;
- Paiements : les lignes directrices sur les tableaux RT ont été mises à jour en 2021 ; les lignes directrices pour ouvrir la compensation des fournisseurs et sur les comptes créditeurs ont été publiées en juin 2021 ; et un nouveau système de rapport est maintenant en place pour les paiements effectués dans des circonstances exceptionnelles ;
- Marchés : le portail partagé pour la passation des marchés présente désormais tous les contrats-cadres ainsi qu'un fichier contenant tous les contrats conclus par le BSG ;
- Recrutement : au cours de l'année 2020, des lignes directrices ont été émises pour : a) le recrutement du personnel administratif et de service temporaire (document de référence : 2020-07-D-21); b) le Statut des membres du personnel d'encadrement recrutés localement (document de référence : 2020-04-D-23); c) le Mémoire (2021-08-M-1); et d) les Lignes directrices pour les procédures de sélection des DAFA recruté localement (2021-06-D-26) ;
- Continuité des activités : l'unité informatique a déjà mis en place une première version d'un Plan de reprise après sinistre informatique, qui doit encore être développé et affiné.

G. Activités de l'auditeur externe Deloitte

En 2021, Deloitte a réalisé un audit des états financiers de sept Ecoles pour l'exercice 2020. Il s'agissait des Ecoles d'Alicante, EEB1, EEB2, EEB3, EEB4, de Karlsruhe et de Munich. L'audit a porté sur les bilans au 31 décembre 2020 et sur les comptes de résultat.

Remarque, à titre d'information : Ces audits sont effectués à tour de rôle dans les différentes Ecoles, de sorte que chaque école fait au moins l'objet d'un audit tous les deux ans.

À l'exception de l'école de Munich, les auditeurs ont conclu que les états financiers donnaient une image fidèle des fonds propres nets et de la situation financière des Ecoles au 31 décembre 2020, ainsi que de ses résultats de l'exercice clos à cette date (opinion sans réserve).

Pour Munich, Deloitte a émis une opinion qualifiée signifiant que les comptes définitifs présentaient une image fidèle de la situation financière de l'école, à l'exception des soldes liés au passif couvrant les salaires des enseignants détachés.

La plupart¹ des recommandations qui proposaient des ajustements et reclassements ont été suivies lors de la préparation des comptes individuels et consolidés définitifs des Ecoles européennes.

Deloitte a également examiné les systèmes de contrôle interne des Ecoles et formulé à l'intention de chaque Ecole qui avait fait l'objet d'un audit des recommandations portant principalement sur :

- ✓ Les salaires : l'absence de documentation formelle de l'ensemble du processus de paie
- ✓ La comptabilité d'exercice : les faiblesses dans la comptabilité d'exercice des factures non reçues
- ✓ La documentation : absence de contrôle de la version du document, détails dans la liasse de clôture et la description du PO
- ✓ Capitalisation des actifs : faiblesses dans la capitalisation des actifs en capitalisant de grands lots d'actifs, même lorsque les éléments individuels se situent en dessous du seuil de 600 euros.

Les Ecoles ont été invitées à suivre avec rigueur ces recommandations et à rendre compte de leur mise en œuvre lors de la réunion du Conseil d'administration en automne. Les Ecoles et le BSG ont pris les mesures suivantes pour remédier aux constatations ci-dessus :

- ✓ Les processus de paie ont été documentés dans chaque école.
- ✓ Des lignes directrices sur les comptes créditeurs ont été publiées en juin 2021 par le Comptable central.
- ✓ La liasse de clôture a été mise à jour afin d'améliorer le processus de documentation.

¹ En étroite consultation avec Deloitte

- ✓ Conformément aux règles IPSAS, la capitalisation de plusieurs actifs de moins de 600 € par lots est devenue obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2021.

En ce qui concerne les résultats d'audit ouverts pour l'EE de Munich mentionnés dans le Rapport annuel d'activités de 2020, deux d'entre eux ont été clôturés et pour les 2 autres constatations :

- ✓ Remboursement des salaires nationaux aux Etats membres : en décembre 2021, le Conseil supérieur a approuvé la proposition de procédure harmonisée pour le remboursement des émoluments nationaux du personnel détaché auprès de l'Ecole européenne de Munich, qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} septembre 2022 (2019-10-D-29-fr-6).
- ✓ Gestion des voyages scolaires : en novembre 2021, le Comité budgétaire a approuvé les budgets pour l'intégration des voyages scolaires dans les budgets des Ecoles européennes. (2021-10-D-35-fr-1).

Les résultats des audits de Deloitte ont été communiqués à la Cour des comptes européenne et ont contribué à l'élaboration de son avis.

H. Validation du système comptable (art. 35.2 du RF) – progrès réalisés en 2021

Contexte

En août et décembre 2020, PwC a examiné le système ERP SAP des Ecoles européennes pour vérifier certains processus et contrôles mis en place et pour évaluer la maturité globale du système. Un examen de suivi, dont la portée était plus limitée, a eu lieu en 2021. Cette mission a eu lieu dans le cadre de l'analyse/validation des systèmes comptables prévue à l'article 35 du Règlement financier applicable au Budget des Ecoles européennes (Règlement financier).

La direction des Ecoles européennes a attaché une importance considérable à ce que ce contrôle soit effectué par un tiers indépendant. Le but ultime de cette évaluation était la production d'un rapport professionnel et impartial identifiant les éventuels points d'attention, qui pourrait également contenir quelques recommandations pratiques

L'évaluation a été proposée par le comptable central en vue de contribuer à l'exercice des responsabilités énoncées à l'article 35 (paragraphes 2 et 4) du Règlement financier : le paragraphe 2 invite le comptable central à définir et valider les systèmes comptables et précise qu'il « est habilité à vérifier à tout moment le respect des critères de validation ».

En vertu du paragraphe 5 du même article, le comptable est habilité à vérifier les informations reçues et à effectuer toute autre vérification qu'il juge nécessaire pour signer les comptes.

PwC a publié son rapport final sur le système en décembre 2020, et les réponses finales de la direction au rapport ont été soumises à PwC en février 2021. Pour l'examen de suivi mené en 2021, PwC a émis son rapport final en février 2022.

Portée

La portée de l'évaluation a été limitée à deux parties, A et B : La partie A a mesuré les risques associés aux droits d'accès à SAP Basis (c'est-à-dire les risques associés aux utilisateurs bénéficiant de grands privilèges), tandis que la partie B s'est concentrée sur les contrôles généraux des technologies de l'information (CGTI). La partie CGTI comprenait une analyse de l'accès aux programmes et aux données, de la gestion du changement et du développement des programmes. L'examen de suivi mené en 2021 s'est uniquement concentré sur la partie A.

Pour des motifs budgétaires, l'évaluation n'a pas porté sur tous les problèmes et risques possibles associés à l'environnement SAP en matière de contrôle interne (par exemple une analyse des séquences d'opérations concernant la mise en place de la séparation des fonctions, la validation des contrôles configurables manuels et automatisés dans SAP). La portée des travaux a également été limitée aux contrôles dans SAP, à l'exclusion de contrôles dans d'autres systèmes, tels que le système de gestion des Ecoles (SMS - School Management System).

Stratégie

Pour la partie A, PwC a reçu les données d'accès et de configuration du système SAP des Ecoles européennes. PwC a ensuite fait passer les données par son jeu de règles SAP Basis validées dans son moteur d'audit et de conseil SAP propriétaire (l' « outil ACE ») pour identifier les utilisateurs qui avaient des droits d'accès informatiques sensibles dans SAP. PwC a ensuite analysé l'impact des droits de ces utilisateurs.

Pour la partie B, l'analyse a fait suite à des entretiens avec les parties prenantes concernées. PwC a vérifié les politiques, procédures et documents justificatifs relatifs aux processus et contrôles informatiques dans les domaines suivants des contrôles généraux des TI : accès aux programmes et données, gestion du changement et développement des programmes.

Comme indiqué ci-dessus, l'examen de suivi réalisé en 2021 ne portait que sur la partie A.

Résultats

Les procédures confirment que des processus et contrôles informatiques sont mis en place pour soutenir le système SAP EURSC et que l'équipe de support SAP est robuste et compétente.

PwC juge le « niveau de maturité des contrôles informatiques », une perception globale du niveau de maturité des contrôles du système SAP, comme « Standardisé ». Alors que le premier rapport couvrant l'année 2020 montrait un niveau de maturité situé dans le bas de la fourchette « Standardisé », le rapport de suivi pour l'année 2021 a montré une amélioration, et le niveau de maturité se situe désormais au milieu de la fourchette. La définition du niveau de maturité standardisé est la suivante : « Des activités de contrôle sont conçues et mises en place, appliquées de manière cohérente et documentées de manière adéquate. »

Toutefois, PwC a décelé quelques problèmes dans le domaine des droits d'accès privilégiés à SAP et dans le domaine de la conservation des documents relatifs au contrôle. Des vérifications complémentaires relatives aux droits d'accès des utilisateurs bénéficiant de grands privilèges ont permis

de découvrir qu'aucune action non autorisée n'avait été entreprise par le personnel de support SAP au cours de l'année 2020. PwC a noté de nouvelles améliorations dans son rapport de suivi de février 2022, après qu'un examen de suivi administré en interne sur les droits d'accès SAP à privilèges élevés ait été effectué pour la première fois (couvrant le premier semestre 2021). Les Ecoles européennes ont entièrement résolu deux des trois conclusions du rapport de suivi, tandis que la troisième - relative à la mise en œuvre d'un contrôle de suivi à long terme - est en cours. Comme la direction l'a indiqué dans sa réponse au rapport, la mise en œuvre d'un outil de suivi a été repoussée, en partie à cause des retards dans l'appel d'offres de la Commission concernant le système comptable Dimos V, grâce auquel les Ecoles européennes obtiendront le prochain fournisseur de services comptables externes. Au moment de la rédaction (février 2022), l'appel d'offres Dimos V n'a pas encore été attribué.

I. Contrôles ex-post réalisés par l'Unité de Capacité de Contrôle Interne en 2021

Début 2021, deux recrutements ont été effectués avec succès dans la fonction de Contrôle Interne de l'Unité de Capacité de Contrôle interne. Le chef de la cellule de Capacité de Contrôle Interne a rejoint l'Unité en mars et un autre assistant a pris ses fonctions en mai 2021. Grâce à ces recrutements, la cellule a atteint sa pleine capacité et a pu exécuter la plupart des contrôles ex-post prévus pour l'année 2021, ainsi que ses autres tâches courantes (préparation du rapport annuel, approbation des modifications apportées aux modèles de séparation des tâches dans les écoles et le BSG, suivi des audits de la Cour des comptes européenne, etc.).

Un plan annuel pour les contrôles ex-post a été élaboré, qui tient compte des risques et des faiblesses identifiés par le Service d'Audit interne de la Commission européenne (IAS), la Cour des comptes européenne (CCE), l'ancien Contrôleur financier et les plans de contrôle ex-post élaborés les années précédentes qui n'ont pas pu être (entièrement) mis en œuvre. Il vise à fournir une assurance et un soutien au SG/AO de l'EE dans l'accomplissement de ses tâches, tel que défini à l'article 29 du RF.

Conformément à ce plan, des enquêtes ex-post ont été entreprises dans le domaine des Ressources humaines, des Achats et du Système de Contrôle Interne :

Concernant les Ressources humaines, des contrôles ex-post ont été réalisés sur :

1. Les procédures de recrutement et les salaires des chargés de cours (CdC) et du personnel administratif et de service (PAS) dans les écoles d'Alicante, de Bergen, de Francfort, de Luxembourg I et de Varèse pour l'année 2020. L'échantillon examiné couvrait 33 procédures de recrutement sur un total de 138 (24 %).

Les non-conformités les plus courantes constatées dans les deux catégories concernaient :

- a) Des preuves manquantes telles que la publication de l'avis de vacance ;
- b) Des dossiers de présélection incomplets ; et
- c) Une absence de réponses négatives documentées aux candidats non sélectionnés.

2. Les procédures de recrutement des Directeurs, des Directeurs adjoints du cycle maternelle, primaire et secondaire ainsi que des Directeurs adjoints pour les finances et l'administration dans les écoles de Bruxelles I, II, IV, Karlsruhe, Munich et le BSG. L'échantillon examiné couvrait huit procédures de recrutement sur un total de 25 (32 %).

Les faiblesses identifiées concernaient :

- a) Les cas de non-remplacement du casier judiciaire par une déclaration prévue par la procédure ;
 - b) Dans quelques cas, l'obtention et la conservation en temps voulu des certificats médicaux ; et
 - c) Dans un cas, le contrôle en temps voulu du calcul des salaires.
3. Un contrôle ex-post sur le calcul et le paiement des indemnités de vacances au PAS du BSG a été initié en 2021 et est toujours en cours.
 4. En outre, le rapport sur les contrôles ex-post des frais de déménagement effectués en 2020 dans toutes les écoles a été publié en avril 2021. Les résultats les plus courants concernaient :
 - a) Des documents manquants concernant deux étapes clés du processus (déclaration d'absence d'une autre source de remboursement et fiche récapitulative de l'offre) ; et
 - b) L'indication erronée des kilomètres à prendre en compte dans les offres de déménagement.

Par conséquent, la fonction de Contrôle interne et l'unité RH ont établi conjointement des lignes directrices afin de remédier à une mauvaise interprétation potentielle des règles applicables dans l'ensemble des systèmes EE. Celles-ci sont actuellement en cours d'élaboration :

- L'établissement des listes de contrôle pour appuyer les processus de recrutement des PAS, des CdC, des Directeurs et des Directeurs adjoints dans l'ensemble du système des EE ; et
- L'analyse de la possibilité d'harmoniser et de simplifier davantage le processus lié au remboursement des frais de déménagement dans l'ensemble du système.

Des contrôles ex-post liés aux Achats ont été réalisés sur :

1. L'application correcte des règles de passation des marchés dans les écoles de Bruxelles III et IV. L'examen a porté sur un marché conclu dans le cadre d'une procédure négociée (15 000 à 139 000 euros) et un marché conclu dans le cadre d'une procédure ouverte (>139 000 euros) dans chaque école.

Les faiblesses identifiées concernaient principalement l'inégalité de traitement des vendeurs potentiels en raison de la publication/notification tardive aux soumissionnaires, du manque de suivi des contrats et de la documentation incomplète dans le système SAP pour certaines des procédures analysées.

2. La comptabilisation adéquate des pré-engagements et la validité des contrats dans six écoles (Bergen, Bruxelles I, III, IV, Francfort et Karlsruhe), qui ont généralement été réalisées de manière efficace par toutes les écoles ayant fait l'objet d'un examen, puisque peu d'incompatibilités ont été identifiées (10%).

Des contrôles ex-post liés au Système de Contrôle Interne ont été réalisés sur :

1. La mise en œuvre correcte des tableaux de séparation des tâches (SOD) dans le système SAP, trois fois en 2021, couvrant progressivement l'ensemble de l'année. Les éléments liés au SOD fournis par les écoles et le Bureau du Secrétaire général qui ont été mal retranscrits/traduits dans le SAP représentaient 9 % du total des éléments au T1 2020, 3 % au T2 et 1 % au T4 (au 31 décembre 2021), ce qui démontre une amélioration significative au cours de l'année. Toutes les corrections résultant de ces trois contrôles ex-post ont été immédiatement exécutées par l'équipe SAP dans le système comptabilité, et des directives ont été mises à jour et portées à l'attention des écoles pour soutenir ce processus ;
2. L'utilisation centralisée des droits d'accès privilégiés dans SAP afin de servir de preuve dans l'exercice réalisé par des consultants externes sur la validation du système comptable ;
3. La révision des évaluations des normes de Contrôle Interne, y compris une mise à jour du modèle de rapport de soutien ; et
4. Le contrôle ex-post relatif aux droits d'accès aux systèmes bancaires en ligne a été effectué début 2022 dans le cadre de la vérification des pièces justificatives des Conseils d'administration d'hiver et des rapports d'activité annuels des écoles, mais n'a pas fait l'objet d'un rapport spécifique.

Un contrôle ex-post sur le soutien éducatif a également été initié en 2021 dans les écoles de Bruxelles I et II, Luxembourg I et II, Francfort et Varèse (toujours en cours en 2022) afin d'analyser leur mise en œuvre budgétaire en matière de soutien éducatif et d'identifier les raisons de potentielles différences et opportunités afin de garantir une harmonisation.

Aucune constatation notable nécessitant un rapport spécifique et immédiat au Conseil supérieur n'a été identifiée en 2021.

5. Financement du système : partage des coûts des personnels détachés entre les Etats membres (cost sharing)

L'accord de partage des coûts adopté en novembre 2013 a été remplacé par une décision prise par le Conseil supérieur par voie de procédure écrite¹ après sa réunion d'avril 2019 à Athènes.

La décision du Conseil supérieur se lit comme suit :

- 1. Les membres du Conseil supérieur conviennent qu'un partage équitable des coûts est capital pour assurer la viabilité du système des Ecoles européennes.*
- 2. Les membres du Conseil supérieur sont conscients qu'il leur appartient de contribuer au système des Ecoles européennes par le détachement de personnel hautement qualifié.*
- 3. Les membres du Conseil supérieur reconnaissent que le nombre de détachements a diminué ces dernières années, ce qui nuit à la viabilité du système des Ecoles européennes.*
- 4. Les membres du Conseil supérieur conviennent qu'il faut inverser cette tendance.*
- 5. Les membres du Conseil supérieur conviennent que le nombre d'enseignants à détacher devrait être fondé sur les besoins réels des Ecoles européennes, soit le nombre de postes d'enseignants requis, évalués chaque année².*
- 6. Les membres du Conseil supérieur s'engagent à atteindre les taux de 65 % d'enseignants détachés et 35 % de chargés de cours pendant la période comprise entre septembre 2020 et septembre 2025 et à respecter leur quota individuel de détachement, établi conformément au modèle figurant en annexe.*
- 7. Sur la base de ces engagements, le Conseil supérieur charge le groupe de travail Présidence élargi de procéder à une évaluation à mi-parcours du nouveau modèle de partage des coûts et de soumettre ses résultats ainsi que les éventuelles mesures correctives au Conseil supérieur en décembre 2022.*

Suite à cette décision, les grands principes du mécanisme de partage des coûts sont les suivants :

L'accord de partage des coûts révisé repose sur quatre éléments principaux :

1. La population scolaire par nationalité ;
2. Le nombre de membres du personnel détaché par nationalité ;
3. Le niveau cible pour le nombre de membres du personnel détaché ;
4. La structure du système, du point de vue des sections linguistiques, qui entraîne l'application d'un coefficient correcteur.

La population scolaire est enregistrée le 15 octobre de chaque année. Tous les élèves ressortissants de l'UE, et uniquement ceux-là, sont pris en compte, à l'exception des élèves de l'Ecole européenne de Munich. Les élèves qui ont une double nationalité, voire davantage de nationalités, interviennent dans le calcul proportionnellement à leur nationalité (double nationalité : 0,5 + 0,5 ; triple nationalité : 0,33 + 0,33 + 0,33, etc.).

Tous les types de postes détachés (enseignement, direction, surveillance, etc.) sont pris en compte lors de la détermination de la répartition des postes.

¹ Procédure écrite 2019-21 – document 2019-05-D-36-fr-1

² Correspondant au nombre d'enseignants détachés en poste, plus le nombre d'équivalents temps plein de chargés de cours, multiplié par l'objectif fixé au point 6

Les membres du personnel détaché de l'Ecole européenne de Munich sont exclus de la mise en œuvre du modèle structurel de partage de la charge financière en raison du régime spécial de cette Ecole, prévu par l'Accord signé en 1977, selon lequel celle-ci rembourse les traitements nationaux du personnel détaché aux Etats membres qui le détachent.

Afin de déterminer le niveau cible pour le nombre total de détachements, on a pris comme base de calcul la somme du nombre de membres du personnel détaché actuellement en poste et du nombre d'équivalents temps plein (ETP) de chargés de cours (CdC). 65 % de ce nombre représente le niveau cible pour le nombre total de détachements, afin d'atteindre le ratio cible de 65 % d'enseignants détachés et 35 % de CdC.

Chaque contribution nationale en matière de détachements est calculée sur la base du pourcentage d'élèves et du niveau cible pour le nombre total de détachements, puis adaptée à l'aide des coefficients correcteurs des sections linguistiques.

Le coefficient des sections linguistiques se base sur le fait que certains Etats membres comptent une section linguistique dans toutes ou presque toutes les Ecoles, tandis que d'autres Etats membres ne comptent pas de section linguistique, ou seulement quelques-unes. Deux coefficients correcteurs ont été introduits sur la base de cette classification. La différence entre les deux coefficients doit rester égale à 0,2¹ et les coefficients doivent être proches de 1. Les coefficients sont ensuite déterminés, de sorte que le niveau cible reste inchangé après leur application (multiplication par rapport à chaque contribution nationale en matière de détachements).

Les Etats membres disposent de cinq ans pour atteindre le nombre de détachements escompté.

La première année, les Etats membres ont été invités à effectuer un cinquième des détachements prévus à la fin de la période de cinq ans. Les fractions de poste résultant du calcul sont arrondies à l'entier le plus proche.

D'année en année, les Etats membres sont invités à effectuer 1/X (X sera égal, d'année en année, à 4, 3, 2 et enfin 1) des détachements prévus à la fin de la X^e année. Les fractions de poste sont toujours arrondies à l'entier le plus proche.

Il convient de noter que la cible de détachement de chaque Etat membre doit être actualisée (recalculée) chaque année, en se basant sur le nombre actualisé d'élèves de la nationalité concernée, le nombre d'enseignants détachés et la cible pour le nombre total de détachements.

Plusieurs délégations ayant exprimé le besoin de connaître à l'avance la contribution attendue en termes de détachements, il a été décidé d'utiliser les chiffres de l'année N pour calculer la contribution attendue pour l'année N+2.

Cela signifie que les chiffres pour la population scolaire et le nombre d'enseignants détachés pour l'année N sont utilisés pour calculer la contribution attendue en matière de détachements pour l'année N+2. Ainsi, les résultats de ces calculs étant disponibles en décembre de l'année N, les délégations disposent du temps nécessaire pour mettre à disposition les ressources leur permettant d'honorer leur obligation pour l'année N+2.

La contribution attendue est donc connue suffisamment à l'avance tout en rendant possible le respect de la dynamique du processus.

¹ La différence de 0,2 entre les coefficients correcteurs des Etats membres où l'une des LII des Ecoles européennes (l'allemand, l'anglais ou le français) a un statut officiel et ceux de tous les autres Etats membres correspond à la différence calculée dans le temps d'enseignement en LI et LII du programme scolaire des Ecoles européennes.

Révision de l'accord de partage des coûts

Dans le cadre de la décision du Conseil supérieur de 2019, le Conseil a mandaté « *le Groupe de travail Présidence élargi* » pour procéder à une évaluation à mi-parcours du nouveau modèle de partage des coûts et pour soumettre ses résultats et d'éventuelles mesures correctives au Conseil supérieur en décembre 2022."

Le « Groupe de travail Présidence élargi"¹ s'est réuni en octobre 2021 et a remis au Conseil supérieur en décembre 2021 « l'évaluation à mi-parcours " demandée.

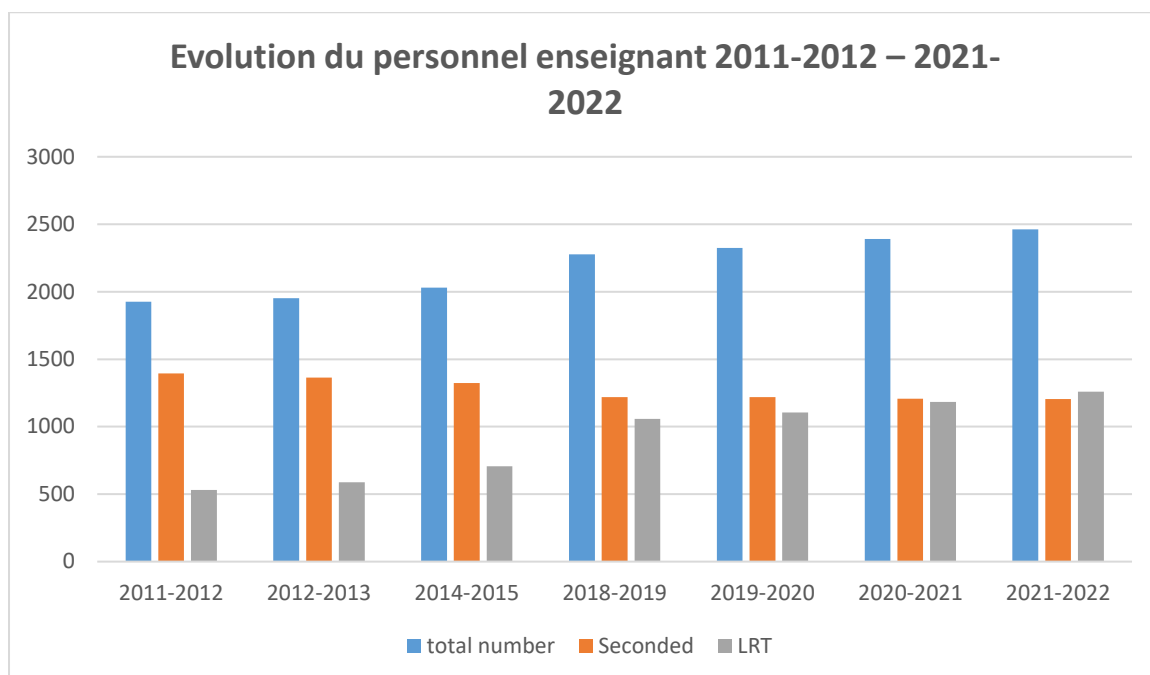
Cette évaluation à mi-parcours a rappelé les principes fondamentaux du financement du système des Ecoles européennes et a mis en évidence que le système ne parvient pas actuellement à se rapprocher du taux minimum envisagé de 65% des détachements. Au contraire, au cours de l'année scolaire 2021/22, le nombre d'enseignants recrutés localement (équivalent temps plein) a dépassé pour la première fois le nombre d'enseignants détachés.

Evolution des chargés de cours (ETP) et des enseignants détachés depuis 2011 jusqu'à l'année scolaire en cours, l'EE de Munich comprise

Année scolaire	Chargés de cours (« ETP »)	%	ENSEIGNANTS DETACHES UNIQUEMENT	%	<u>TOTAL</u>
2011-2012	531	27,6	1394	72,4	1925
2012-2013	588	30,1	1364	69,9	1952
2013-2014	658	33,2	1322	66,8	1980
2014-2015	707	34,8	1323	65,2	2030
2015-2016	825	38,7	1309	61,3	2134
2016-2017	911	41,5	1282	58,5	2193
2017-2018	1007	44,9	1237	55,1	2244
2018-2019	1058	46,5	1218	53,5	2276
2019-2020	1106	47,6	1219	52,4	2325
2020-2021	1183	49,5	1208	50,5	2391
2021-2022	1259	51,1	1204	48,9	2463

1

Le "Groupe de travail Présidence élargi" est composé des Chefs de délégation des deux Présidences précédentes (ES et FR), de la présidence actuelle (HR), des trois futures présidences (IRL, IT et CY), de la COM de l'UE et des représentants du BSG



Les raisons potentielles de cette évolution ont également été abordées dans l'évaluation à mi-parcours et seront en partie traitées dans les propositions visant à accroître l'attractivité des Ecoles européennes pour les enseignants détachés qui seront soumises à l'approbation du Conseil supérieur en avril 2022.

Enfin, « l'évaluation à mi-parcours » a fourni dans son annexe 2 les chiffres relatifs à l'accord de partage des coûts à partir de septembre 2023, qui figurent à la fin du présent chapitre.

Sur la base de cette "évaluation à mi-parcours", le Conseil supérieur a chargé le Groupe de travail Présidence élargi de lui soumettre, d'ici décembre 2022, des propositions concrètes visant à modifier l'accord actuel de partage des coûts.

ACCORD DE PARTAGE DES COUTS REVISE							
ELEVES RESSORTISSANTS DES ETATS MEMBRES/ENSEIGNANTS DETACHES PAR ETAT MEMBRE DANS TOUTES LES ECOLES SAUF MUNICH, AUTOMNE 2018 (tableau applicable pour l'année scolaire 2020-2021)							
A	B	C	D	E	F	G	H
Nationalités / Etats membres	Elèves ressortissants de l'UE inscrits au 15.10.2018	%	Personnel détaché en poste par Etat membre en octobre 2018	Répartition du personnel requise en fonction de la population scolaire	Coefficient de la section linguistique ¹	Niveau cible (F*E)	Nombre total de postes détachés prévu (G-D)
AT	292,67	1,2	16	18	1,11	20	4
BE	2811,17	11,9	157	170	1,11	189	32
BG	479,33	2,0	14	29	0,91	26	13
CY	54,16	0,2	2	3	0,91	3	1
CZ	495,83	2,1	18	30	0,91	27	9
DE	2501,17	10,6	186	151	1,11	168	0
DK	435,83	1,8	28	26	0,91	24	0
EE	238,50	1,0	10	14	0,91	13	3
EL	1018,67	4,3	38	62	0,91	56	18
ES	2145,00	9,1	90	130	0,91	118	28
FI	508,83	2,2	29	31	0,91	28	0
FR	2952,58	12,5	191	178	1,11	199	8
RH	171,17	0,7	1	10	0,91	9	8
HU	566,42	2,4	17	34	0,91	31	14
IE	402,00	1,7	57	24	1,11	27	0
IT	2526,50	10,7	99	153	0,91	139	41
LT	401,33	1,7	15	24	0,91	22	7
LU	237,42	1,0	18	14	1,11	16	0
LV	279,83	1,2	4	17	0,91	15	11
MT	85,08	0,4	5	5	1,11	6	1
NL	756,58	3,2	58	46	0,91	42	0
PL	944,58	4,0	32	57	0,91	52	20
PT	697,00	2,9	31	42	0,91	38	8
RO	591,17	2,5	13	36	0,91	33	20
SE	541,08	2,3	28	33	0,91	30	2
SI	251,00	1,1	7	15	0,91	14	7
SK	329,17	1,4	13	20	0,91	18	5
Royaume-Uni	915,17	3,9	43	55	1,11	62	19
TOTAL	23 629,2	100,0	1220	1427 ²		1427	

¹ La différence proposée de 0,2 pour les coefficients correcteurs des Etats membres où l'une des LII des Ecoles européennes (l'anglais, le français ou l'allemand) a un statut officiel et tous les autres Etats membres correspond à la différence calculée de temps d'enseignement en LI et LII dans le programme scolaire des Ecoles européennes.

² Besoins réels des Ecoles européennes en termes de postes d'enseignants requis = le nombre d'enseignants détachés actuellement en poste plus le nombre d'équivalents temps plein (ETP) de chargés de cours (CdC). Le résultat de ce calcul s'élève à 2196 postes pour l'année scolaire 2018-2019. Si on le multiplie par le ratio prévu de 65 %, cela donne 1427 postes pour lesquels il faut détacher des enseignants.

ELEVES RESSORTISSANTS DES ETATS MEMBRES/ENSEIGNANTS DETACHES PAR ETAT MEMBRE DANS TOUTES LES ECOLES SAUF MUNICH, AUTOMNE 2021 (chiffres applicables pour l'année scolaire 2023-2024)							
A	B	C	D	E	F	G	H
Etat membre détachant	Elèves ressortissants de l'UE inscrits au 15.10.2021	%	Personnel détaché en poste par Etat membre en octobre 2021	Répartition du personnel requis en fonction de la population scolaire	Coefficient de la section linguistique	Niveau cible	Nombre total de postes détachés prévu
AT	272	1,13 %	12	17,57	1,1	20	8
BE	3135	13,05 %	173	202,90	1,1	227	54
BG	584	2,43 %	19	37,80	0,9	35	16
CY	61	0,25 %	2	3,93	0,9	4	2
CZ	592	2,46 %	23	38,29	0,9	35	12
DE	2487	10,35 %	191	160,94	1,1	180	0
DK	348	1,45 %	26	22,53	0,9	21	0
EE	252	1,05 %	12	16,30	0,9	15	3
EL	1181	4,91 %	52	76,41	0,9	70	18
EE	2275	9,47 %	87	147,24	0,9	135	48
FI	401	1,67 %	30	25,96	0,9	24	0
FR	2996	12,47 %	190	193,88	1,1	217	27
RH	210	0,87 %	4	13,59	0,9	12	8
HU	623	2,59 %	19	40,29	0,9	37	18
IE	371	1,54 %	58	23,99	1,1	27	0
IT	2657	11,06 %	103	171,96	0,9	158	55
LT	479	1,99 %	18	31,01	0,9	28	10
LU	256	1,07 %	14	16,59	1,1	19	5
LV	318	1,32 %	8	20,58	0,9	19	11
MT	87	0,36 %	5	5,64	1,1	6	1
NL	698	2,91 %	45	45,18	0,9	42	0
PL	1141	4,75 %	39	73,83	0,9	68	29
PT	684	2,84 %	32	44,23	0,9	41	9
RO	808	3,36 %	16	52,31	0,9	48	32
SE	441	1,84 %	28	28,57	0,9	26	0
SI	298	1,24 %	11	19,29	0,9	18	7
SK	374	1,56 %	15	24,19	0,9	22	7
TOTAL	24 028	100,00 %	1232	1555,00		1554,0	380,0

6. Ouverture du système - Ecoles européennes agréées

L'idée de permettre aux écoles nationales, qui ne font pas partie de l'organisation intergouvernementale des Ecoles européennes, de proposer un programme d'études des Ecoles européennes, sanctionné par l'obtention du Baccalauréat européen, est apparue en réponse à une résolution du Parlement européen recommandant une plus grande accessibilité au Baccalauréat européen. L'établissement et l'adoption des critères de la scolarité européenne par le Conseil supérieur lors de sa réunion d'avril 2005 à Mondorf, et l'adoption de la Réforme en 2008, ont permis aux écoles nationales de devenir des Ecoles européennes agréées. En décembre 2019, un nouveau Règlement sur les Ecoles européennes agréées a été approuvé par le Conseil supérieur, pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2020. A l'automne 2020, la nouvelle boîte à outils d'audit, approuvée dans le cadre de la nouvelle réglementation, a été utilisée pour la première fois.

Pour l'enseignement de la maternelle au niveau de 5^{ème} année de secondaire, les Ecoles européennes agréées (EEA) sont liées au système des Ecoles européennes par des conventions d'agrément, qui ont normalement une période de validité de trois ans. Afin d'offrir les cours en S6 et S7, qui mènent à l'obtention du Baccalauréat européen, les EEA doivent signer une convention d'agrément supplémentaire, dont la validité standard est également de trois ans.

Actuellement, vingt écoles ont reçu l'agrément du Conseil supérieur. Deux nouvelles écoles ont ouvert cette année et ont fait l'objet de visites d'audit dans l'espoir de signer une convention d'agrément à partir du 1^{er} septembre 2021. Trois autres écoles ont passé avec succès l'étape du dossier d'intérêt général. Ainsi, un total de 25 écoles sont soit agréées soit en cours d'agrément. Le 31 août 2021, les conventions d'agrément et les conventions supplémentaires, signées avec l'Ecole européenne du Royaume-Uni, ont expiré. En raison du Brexit, ces accords n'ont pas été renouvelés et c'est la première fois qu'une école quitte le réseau des Ecoles européennes agréées.

La majorité des EEA, et celles en cours d'agrément, sont des écoles publiques. Seules quatre EEA et une en cours d'agrément fonctionnent comme des écoles privées.

Treize des vingt EEA ont signé des conventions de contribution avec la Commission européenne et reçoivent une contribution financière de l'UE au prorata des élèves qui sont des enfants du personnel des institutions et agences européennes et qui fréquentent l'école.

Une liste des 25 écoles, représentant 13 États membres de l'UE, est disponible ici, ainsi que les codes pertinents pour interpréter les graphiques inclus dans ce rapport :

ECOLES AGREEES (20) :

BAR	Ecole européenne de Bruxelles-Argenteuil, Belgique ^
BRI	Scuola Europea di Brindisi, Italie
CPH	European School of Copenhagen, Danemark*
DHG	Europese School Den Haag Rijnlands Lyceum, Pays-Bas *
DIF	Ecole internationale de Differdange, Luxembourg
DUN	Centre for European Schooling, Dunshaughlin, Irlande *
EDS	Ecole internationale Edward Steichen-Clervaux, Luxembourg
HEL	European Schooling Helsinki, Finlande *
HER	School of European Education, Heraklion, Grèce *
JUN	Ecole internationale Junglinster, Luxembourg

LIL	Ecole européenne de Lille Métropole, France*
LJB	European School of Ljubljana, Slovénie*
MAN	Ecole internationale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Manosque, France *
MON	Ecole internationale de Mondorf-les-Bains, Luxembourg
PAD	Ecole européenne de Paris-la-Défense, France*
PAR	Scuola per l'Europa di Parma, Italie *
RHM	Europäische Schule RheinMain, Bad Vilbel, Allemagne ^
STR	Ecole européenne de Strasbourg, France *
TAL	Tallinn European Schooling, Estonie *^
WAR	International European School Warsaw, Pologne *^

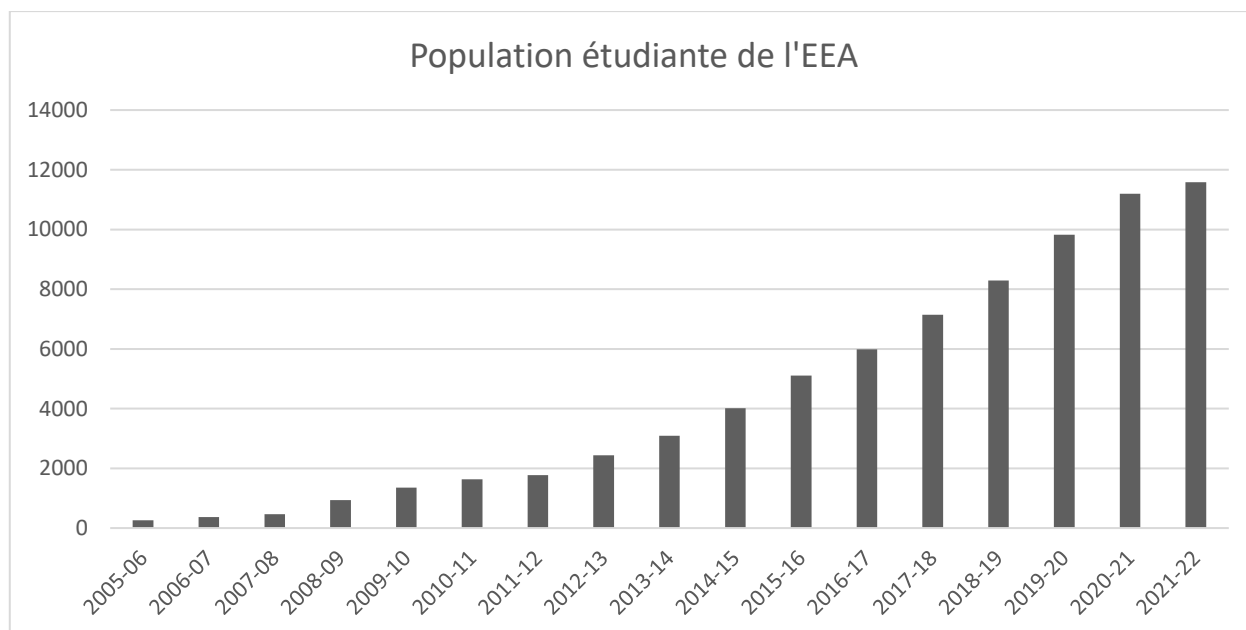
ECOLE EN COURS D'AGREMENT (5) :

LIS	Ecole européenne de Lisbonne, Portugal
LUV	Ecole européenne de Luxembourg-Ville, Luxembourg
MER	Ecole internationale Anne Beffort, Mersch, Luxembourg (ouverte, septembre 2021)
SAA	Ecole européenne de la Sarre, Allemagne (ouverte, septembre 2021)
TEM	Ecole européenne de Templin, Allemagne ^

*Convention de contribution signée

^ Financée par le secteur privé

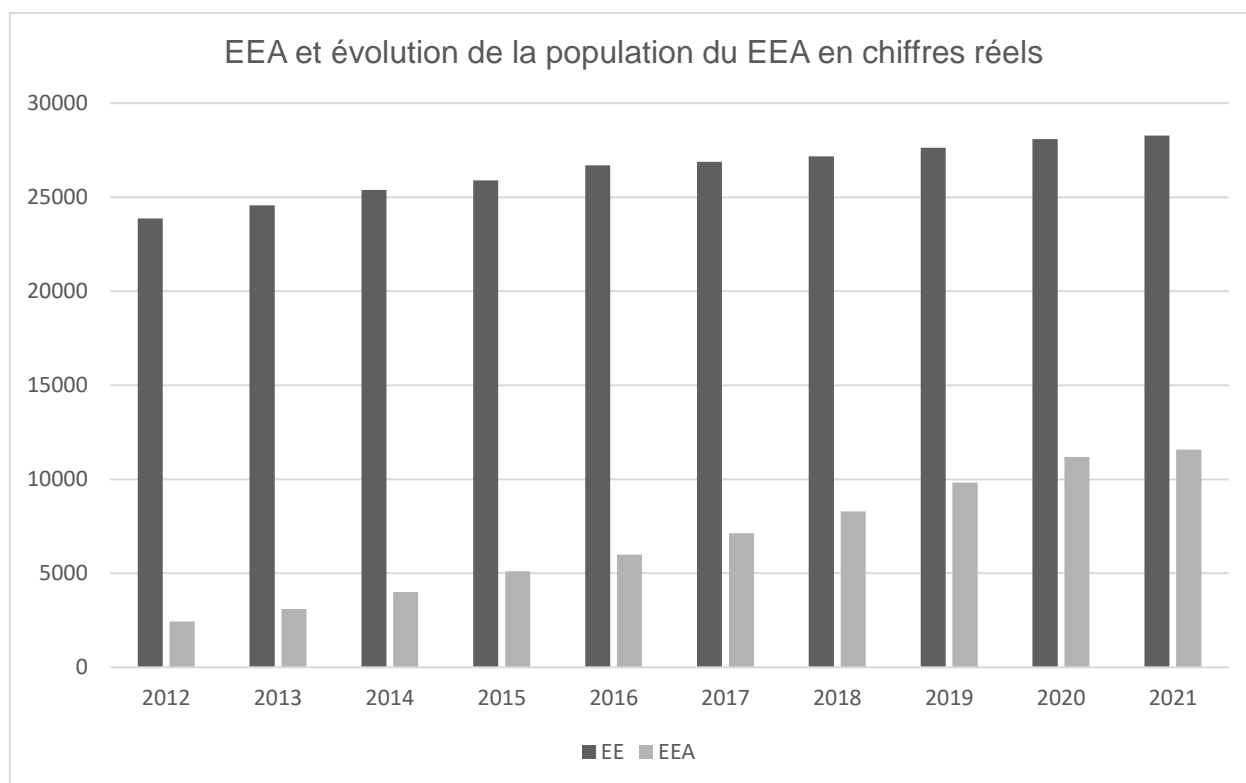
Depuis 2005, la population scolaire inscrite en EEA n'a cessé d'augmenter, comme le montre le graphique ci-dessous :



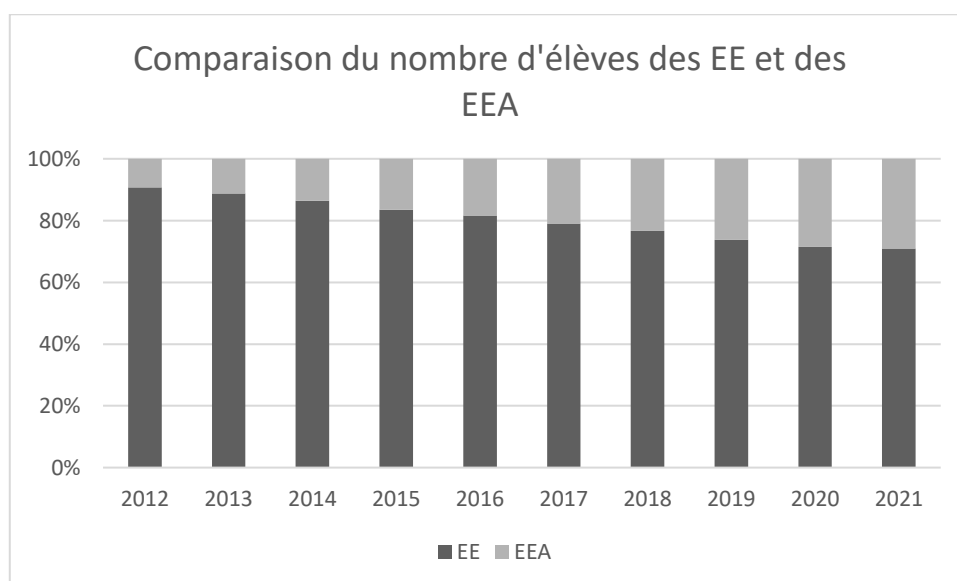
Avec cinq écoles actuellement en cours d'agrément, et de nombreuses écoles en pleine expansion, il semble très probable que la croissance régulière du nombre d'élèves se poursuivra dans un avenir proche.

Il pourrait être intéressant de comparer l'augmentation du nombre d'élèves dans les Ecoles européennes et les Ecoles européennes agréées au cours des 10 dernières années.

Le graphique ci-dessous montre cette augmentation en termes absolus :



et, ici, en termes de pourcentage :

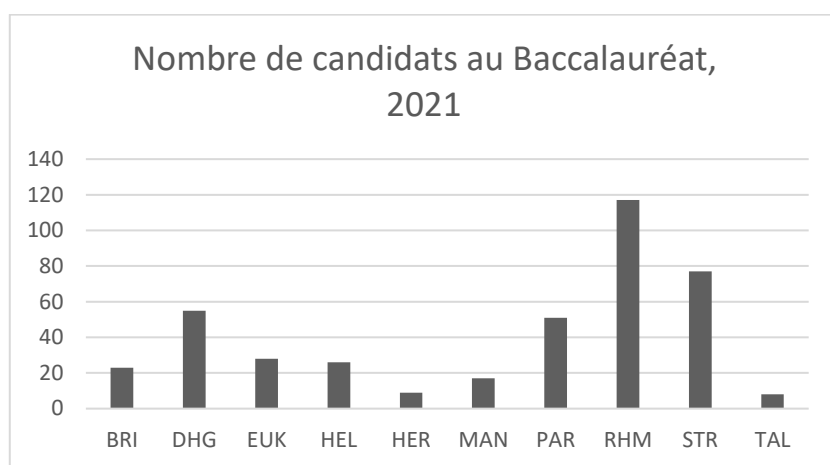


Une fiche d'information (réf. 2021-09-D-74-fr-1), contenant des informations plus spécifiques sur chaque EEA, par exemple les sections linguistiques, l'évolution du nombre d'élèves, les dates d'agrément, etc., est disponible sur le site web www.eurasc.eu.

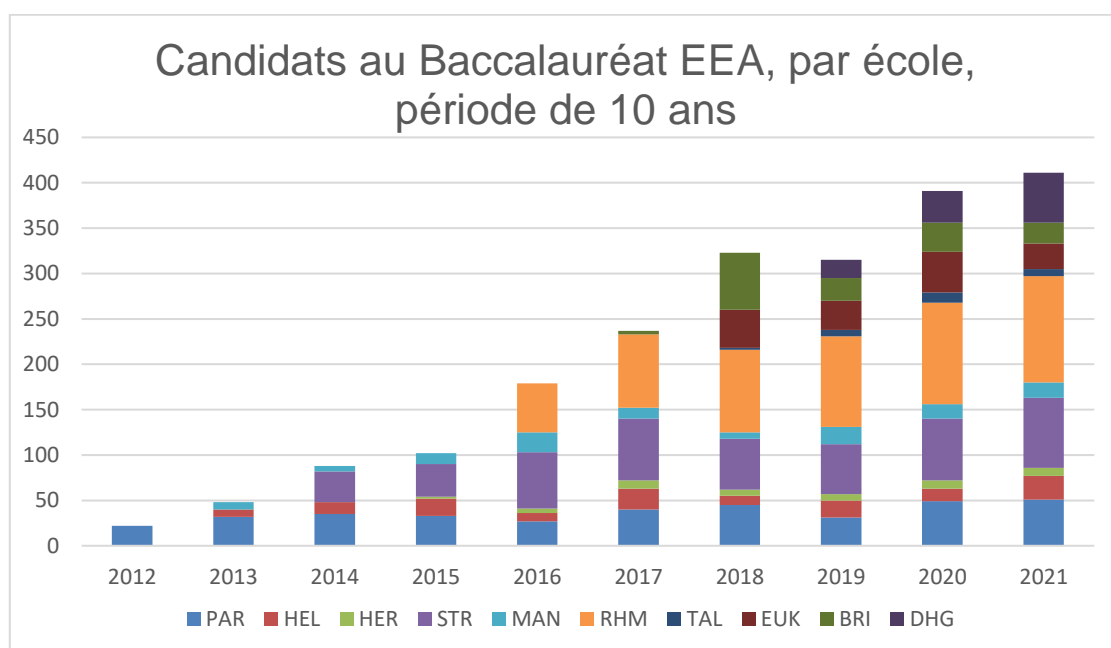
Baccalauréat européen et écoles agréées

Parmi les 25 écoles mentionnées ci-dessus, 10 ont signé des conventions additionnelles, reconnaissant l'enseignement dispensé en 6^e et 7^e années secondaires et conduisant à l'obtention d'un baccalauréat européen. À ce niveau, l'enseignement dispensé doit être conforme en tous points au programme enseigné dans les Ecoles européennes traditionnelles. Deux écoles ont vu leur dossier de conformité pour les S6-7 approuvé en décembre 2020 et ont ouvert un S6 en septembre 2021. Ces écoles ont fait l'objet de visites d'audit dans l'espoir de signer une convention additionnelle à compter du 1^{er} septembre 2021. Deux autres écoles ont vu leur dossier de conformité pour les S6-7 approuvé en décembre 2021 et ouvriront donc un S6 en septembre 2022.

En été 2021, 10 écoles ont présenté un total de 391 candidats au Baccalauréat, comme le montre le graphique ci-dessous.



L'évolution du nombre total de candidats au Baccalauréat, et des candidats au Baccalauréat par EEA, est illustrée dans le graphique suivant.



Des informations détaillées sur les choix de matières et les taux de réussite, ainsi que des comparaisons entre tous les EEA et EE, se trouvent dans le rapport sur le baccalauréat 2021 (réf. 2021-07-D-1-fr-5).

INTERIM DECLARATION OF ASSURANCE

FOR THE PERIOD OF 1ST JANUARY TO 31ST AUGUST 2021

I, the undersigned, Giancarlo MARCHEGGIANO,

Secretary-General of the European Schools from 1st January to 31st August 2021 in my capacity as Authorising Officer,

- State that I have reasonable assurance that the resources assigned to activities of the European Schools have been used for their intended purpose and in accordance with the principle of sound financial management, and that the control procedures in place give the necessary guarantees concerning the legality and regularity of the underlying transactions, with the only following reservation:

During the period indicated above I have been informed of a mistake that might have affected calculation of salaries of top Management positions. In particular, the calculation of my salary has been affected during the past five years and my situation is in course of regularisation. When I left control was yet in process.

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the interim declarations of assurance provided by the Authorizing Officers by Delegation in the Schools and the OSG, results of ex-post controls, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the period of this declaration.

- I confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the European Schools.

I have performed my duties to my best ability and in accordance with article 29 of the Financial Regulation (2017-12-D-21-en-2).

I take the opportunity of this interim declaration to give an update of the two matters raised to the stakeholders in the Annual Activity Report 2020¹.

- Concerning the resources of the Internal Control Capability and the impact on the number of ex-post controls, the team's capacity has been strengthened with the arrival of three staff members, including a new head of the control cell in March 2021. Ex-post controls have been performed during the first eight months of 2021.
- Concerning the sub-project of the centralisation of governance, related to the clean-up of master data in the SAP accounting system good progress has been made during the first part of 2021 (with important reduction of the number of duplicate or unused vendors master data) and the effort will be continued until the end of the year.

Date

1/3/2022

Signature:



¹ 2021-02-D-6-en-3

DÉCLARATION D'ASSURANCE DE L'ORDONNATEUR DES ECOLES EUROPÉENNES, ARTICLE 33 RF 2017

Je soussigné, **Andreas BECKMANN**,
Secrétaire général des Ecoles européennes,
en ma qualité d'**ORDONNATEUR DES ECOLES EUROPÉENNES** pour la période du **01/09 au 31/12/2021**,

- déclare que les informations contenues dans ce rapport donnent une image fidèle de la situation ¹;
- déclare avoir une assurance raisonnable que les ressources allouées aux activités décrites dans le présent rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément aux principes de la bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

En ce qui concerne la réserve de mon prédécesseur, je confirme que j'ai assuré un suivi rigoureux de cette question. Une analyse approfondie de tous les salaires éventuellement concernés a été effectuée et rapportée au management, et il s'est avéré qu'il s'agissait d'un cas isolé qui a été régularisé entre-temps.

L'assurance raisonnable est basée sur ma propre appréciation et sur les informations mises à ma disposition, telles que les rapports annuels d'activités et les déclarations d'assurance des ordonnateurs par délégation dans les Ecoles et le Bureau du Secrétaire général, les résultats des auto-évaluations de la mise en œuvre des normes de contrôle internes, les résultats des contrôles ex ante et ex post, les observations du Chef de l'Unité de Capacité du Contrôle Interne et des services d'audit interne, ainsi que les enseignements tirés de la Cour des comptes et des autres auditeurs externes pour les années précédant l'année de la présente déclaration ;

- confirme que je n'ai connaissance d'aucune information qui n'est pas indiquée ici susceptible de nuire aux intérêts des Ecoles européennes.

Bruxelles, le 1^{er} mars 2021



(signature)

¹ Fidèle dans ce contexte signifie une image fiable, complète et correcte de la situation dans les Ecoles européennes.

DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER

ARTICLE 33 FR 2020

I, the undersigned, **Giancarlo Marcheggiano**,
Director of the **European School of Alicante**,
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION IN 2021**,

- declare that the information contained in this report gives a true and fair view²;
- state that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the financial controller, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration;

- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.

All this for the period from 1.09.2021 to 31.12.2021



Alicante, 10.02.2022

² True and fair in this context means a reliable, complete and correct view of the state of affairs in the School.

DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER

ARTICLE 33 FR 2020

I, the undersigned, Per Frithiofson,
Director of the **European School of Bergen**,
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION FOR THE PERIOD 1ST**
SEPTEMBER -> 31ST DECEMBER 2021,

- declare that the information contained in this report gives a true and fair view³;
- state that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the financial controller, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration;

- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.

Bergen, 7th February 2022



Per Frithiofson

³ True and fair in this context means a reliable, complete and correct view of the state of affairs in the School.

DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER

ARTICLE 33 FR 2020

I, the undersigned, **Brian GOGGINS**,
Director of the **European School of Brussels 1 Uccle -Berkendael**,
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION IN 2021**,

- declare that the information contained in this report gives a true and fair view²;
- state that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the financial controller, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration;

- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.

Uccle, 03.02.2022



Brian Goggins

² True and fair in this context means a reliable, complete and correct view of the state of affairs in the School.

DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER

ARTICLE 33 FR 2020

I, the undersigned, Kamila MALIK,
Director of the **European School of Brussels II**,
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION IN 2021**,

- declare that the information contained in this report gives a true and fair view²;
- state that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the financial controller, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration;

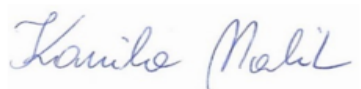
- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.

Notwithstanding the absence of reservations in this declaration of assurance, I consider relevant to draw the attention of the Administration Board to the following shortcomings:

- Due to the very high workload in the school, deadlines for the production of financial statements and other reports are sometimes difficult to keep.
- Compliance with the demands of system audits and Internal Control Standards exerts considerable pressure on the schools' administrative staff.

Brussels, 4 February 2022.

____Kamila MALIK_____
(signature)



² True and fair in this context means a reliable, complete and correct view of the state of affairs in the School.

DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER

ARTICLE 33 FR 2020

I, the undersigned, Micheline SCIBERRAS,
Director of the **European School of Brussels III**,
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION IN 2021**,

- declare that the information contained in this report gives a true and fair view²;
- state that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.

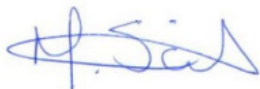
The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the Head of Internal Control Capability Unit, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration;

- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.

[Notwithstanding the absence of reservations in this declaration of assurance, I consider relevant to draw the attention of the Administration Board to the following shortcomings:

- ...

Brussels, 08 February 2022



(signature)

² True and fair in this context means a reliable, complete and correct view of the state of affairs in the School.

DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER ARTICLE 33 FR 2020

I, the undersigned, **Manuel BORDOY**,
Director of the **European School of Brussels IV - Laeken**,
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION IN 2021**,

- declare that the information contained in this report gives a true and fair view²;
- state that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the financial controller, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration;

- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.

Brussels, 15th February 2022.



² True and fair in this context means a reliable, complete and correct view of the state of affairs in the School.

DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER

ARTICLE 33 FR 2020

I, the undersigned, Ferdinand Patscheider
Director of the **European School of Frankfurt**
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION IN 2021**,

- declare that the information contained in this report gives a true and fair view³;
- state that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the Head of Internal Control Capability Unit, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration;

- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.
- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.

Frankfurt am Main, 2 February 2022



³ True and fair in this context means a reliable, complete and correct view of the state of affairs in the School.

DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER

ARTICLE 33 FR 2020

I, the undersigned, Daniel Gassner
Director of the **European School of KARLSRUHE**,
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION IN 2021**,

- declare that the information contained in this report gives a true and fair view²;
- state that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the financial controller, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration;

- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.

~~[Notwithstanding the absence of reservations in this declaration of assurance, I consider relevant to draw the attention of the Administration Board to the following shortcomings:~~

~~_____]~~

Karlsruhe, 4. February 2022



Daniel Gassner

(signature)

² True and fair in this context means a reliable, complete and correct view of the state of affairs in the School.

DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER
ARTICLE 33 FR 2020

I, the undersigned, **Martin WEDEL**,
Director of the **European School Luxembourg 1**,
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION 2021**,

- declare that the information contained in this report gives a true and fair view³;
- state that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the financial controller, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration;

- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.

Luxembourg, January 28th 2022



Martin WEDEL

³ True and fair in this context means a reliable, complete and correct view of the state of affairs in the School.

DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER

ARTICLE 33 FR 2020

I, the undersigned, **Maurice Van DAAL**,
Director of the **European School of Luxembourg II**,
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION** from **01st November 2021**:

- declare that the information contained in this report gives a true and fair view¹;
- state that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the head of Unit Internal Control Capability, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration;

- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.

[Notwithstanding the absence of reservations in this declaration of assurance, I consider relevant to draw the attention of the Administration Board to the following shortcomings:

Bertrange, 25th January 2022



² True and fair in this context means a reliable, complete and correct view of the state of affairs in the School.

DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER

ARTICLE 33 FR 2020

I, the undersigned, **Maria José Perez Blanco**
Director of the **European School of Mol**
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION IN 2021**,

- declare that the information contained in this report gives a true and fair view²;
- state that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the financial controller, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration;

- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.

Mol, 04/02/2022



6. DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER ARTICLE 33 FR 2020

I, the undersigned, Anton Hrovath
Director of the **European School of Munich**
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION IN 2021**,

- declare that the information contained in this report gives a true and fair view²;
- state that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the financial controller, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration;

- confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.

Munich, 01 February 2022



² True and fair in this context means a reliable, complete and correct view of the state of affairs in the School.

6. DECLARATION OF ASSURANCE OF THE AUTHORISING OFFICER

*I, the undersigned, **Ariane FARINELLE**,
Director of the **EUROPEAN SCHOOL OF VARESE**,
in my capacity as **AUTHORISING OFFICER BY DELEGATION IN 2021**,*

- *Declare that the information contained in this report gives a true and fair view¹¹;*
- *State that I have reasonable assurance that the resources assigned to the activities described in this report have been used for their intended purpose and in accordance with the principles of sound financial management, and that the control procedures put in place give the necessary guaranties concerning the legality and regularity of the underlying transactions.*

The reasonable assurance is based on my own judgement and on information at my disposal, such as the results of the self-assessment of the implementation of the internal control standards, results of ex-ante and ex-post controls, the observations of the financial controller, the observations of the internal audit services and the lessons learnt from the Court of Auditors and other external auditors for years prior to the year of this declaration.

- *Confirm that I am not aware of anything not reported here which could harm the interest of the School.*

Varese, 24/01/2022



the Authorising Officer
Ariane FARINELLE

Annexe 2

Publicité ex-post pour les procédures négociées exceptionnelles sans publication préalable

Office of the Secretary-General of the European Schools -List of negotiated procedures <u>without prior publication</u> under Point 11.1 (a) to (f) Annex 1 Financial Regulation				
Vendor	Contract reference	Description of the subject of the contract*	Amount of the Contract	Legal reference in the Financial Regulation
JANSON LTD	BSGEE 2021-014	Participation in the PISA-based Test for Schools delivered via an exclusive digital Platform	120.000,00	Point 11.1(b) of Annex 1 of the FR

European school of Brussels 1-List of negotiated procedures <u>without prior publication</u> under Point 11.1 (a) to (f) Annex 1 Financial Regulation				
Vendor	Contract reference	Description of the subject of the contract*	Amount of the Contract	Legal reference in the Financial Regulation
VIROUX	EEB1/2021/0005	MATERIEL DIDACTIQUE ET LUDIQUE	360,000.00 €	Point 11.1 (a) of Annex 1 of the FR
VAN MARCKE	EEB1/2021/0015	MATERIEL PLOMBERIE	139,000.00 €	Point 11.1 (a) of Annex 1 of the FR

European school of Brussels II - List of negotiated procedures <u>without prior publication</u> under Point 11.1 (a) to (f) Annex 1 Financial Regulation				
Vendor	Contract reference	Description of the subject of the contract*	Amount of the Contract	Legal reference in the Financial Regulation
UNTIS	DOC 5100000130	Pedagogical training in French given by Untis Switzerland	1,620.00 €	Point 11.1 (b) of Annex 1 of the FR
DENYS	2020/302357	Design, construction and maintenance of preliminary European School	958,937.10 €	Point 11.1 (b) of Annex 1 of the FR
FABRICOM-ENGIE	17.02.0000.060E.SEC	Security installation	1,400,000.00 €	Point 11.1 (b) of Annex 1 of the FR
DENYS	ABB42 rev 1	Key Pyramid Creation/Placement	19,105.30 €	Point 11.1 (b) of Annex 1 of the FR
NATO STAFF CENTRE 1	SC 2021/026	Access Sport Complex	3,120.00 €	Point 11.1 (b) of Annex 1 of the FR
TELENET	EEB2 2021-07	Internet Connection	87,000.00 €	Point 11.1 (e) of Annex 1 of the FR
SOFTLINK	OLIVER V5	Subscription, Installation, Training of school library software	1,600.00 GBP	Point 11.1 (e) of Annex 1 of the FR
BRUXELLES PROPRIETE	58771	Récolte déchets et location de conteneurs	50,000.00 €	Point 11.1 (e) of Annex 1 of the FR
MIREILLE		Location de Tapis	45,446.40 €	Point 11.1 (e) of Annex 1 of the FR
SECURITAS		Achat Mobilecams & Camguards	39,996.54 €	Point 11.1 (b) of Annex 1 of the FR

European school of Laeken - EEB4 -List of negotiated procedures <u>without prior publication</u> under Point 11.1 (a) to (f) Annex 1 Financial Regulation				
Vendor	Contract reference	Description of the subject of the contract*	Amount of the Contract	Legal reference in the Financial Regulation
VIVAQUA	1000440619	supply of water	143,030.00 €	000440619Point 11.1 (b) of Annex 1 of the FR

European school of Luxembourg I - 2021 -List of negotiated procedures <u>without prior publication</u> under Point 11.1 (a) to (f) Annex 1 Financial Regulation				
Vendor	Contract reference	Description of the subject of the contract*	Amount of the Contract	Legal reference in the Financial Regulation
FOYER	EEL1-2021-097	Material damage of the equipment owned by the schools and occupant's liability for damages on the buildings used	70 000 €	Point 11.1 (a) of Annex 1 of the FR

European school of Luxembourg I - 2021 -List of negotiated procedures without prior publication under Point 11.1 (a) to (f) Annex 1 Financial Regulation

Vendor	Contract reference	Description of the subject of the contract*	Amount of the Contract	Legal reference in the Financial Regulation
FOYER	EEL1-2021-097	Material damage of the equipment owned by the schools and occupant's liability for damages on the buildings used	70 000 €	Point 11.1 (a) of Annex 1 of the FR

European school of VARESE - 2021 -List of negotiated procedures without prior publication under Point 11.1 (a) to (f) Annex 1 Financial Regulation

Vendor	Contract reference	Description of the subject of the contract*	Amount of the Contract	Legal reference in the Financial Regulation
FUTURA S.r.l.	ESVA-01-2021_ManutContrAcc	Maintenance service for Access Control System	8,750.00 €	Point 11.1 (b) of Annex 1 of the FR
ROBUR et FIDES VARESE A.S.D.	ESVA-02-2021_Piscina	Use of swimming pool for swimming lessons for our pupils	2,760.00 €	Point 11.1 (b) of Annex 1 of the FR



Annexe 3

Data on Budget Implentation

Based on 2021 provisional figures as of 2 May 2022

Table of Contents

Data on Budget Implementation	67
Table 1 Development of Costs 2017-2021 – Expenditure	69
Table 2 Cost per pupil 2017 to 2021	71
Table 3 Total Cost per type of Expenditure 2021	73
Table 4 Total Cost per type of Expenditure 2017-2021	77
Table 5 Budget Contributions (excluding surplus carried forward and use of reserve fund) ..	79
Table 6 Budget 2021 Receipts and Expenditure	82
Table 7 Reductions in school fees (number of pupils) – 2016/2017 to 2020/2021	83
Table 8 Reductions in school fees (Euro) – 2016/2017 to 2020/2021	85

Table 1 Development of Costs 2017-2021 – Expenditure

1

Table 1: Development of costs 2017 to 2021 - Expenditure (€)							
Entity	2017	2018	2019	2020	2021	% 2017 - 2021	% 2020-2021
Al	12.028.295	12.538.732	12.777.062	13.724.012	14.629.727	21,63%	6,60%
Be	8.658.134	8.349.276	8.550.169	9.694.922	9.713.518	12,19%	0,19%
Br I	37.150.244	38.784.565	40.420.144	42.621.806	44.311.698	19,28%	3,96%
Br II	33.609.147	33.372.297	32.455.541	33.132.524	38.936.217	15,85%	17,52%
Br III	30.970.596	30.699.102	30.424.848	31.835.857	33.780.570	9,07%	6,11%
Br IV	25.359.782	25.923.295	27.163.402	29.390.850	30.794.446	21,43%	4,78%
Cu	5.820.472	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Ff	15.364.351	16.904.092	17.307.433	18.143.901	19.782.074	28,75%	9,03%
Ka	11.434.847	11.843.633	12.347.018	12.516.062	13.561.697	18,60%	8,35%
Lux I	30.857.547	31.232.108	33.250.810	37.846.341	39.041.869	26,52%	3,16%
Lux II	26.754.045	26.602.011	27.818.718	30.579.566	32.844.636	22,77%	7,41%
Mol	11.807.928	11.394.480	11.782.298	11.652.725	13.071.302	10,70%	12,17%
Mun	25.617.726	27.867.568	28.036.384	28.385.913	31.184.201	21,73%	9,86%
Var	18.599.241	18.696.803	19.506.169	18.703.663	19.038.669	2,36%	1,79%
OSG	11.644.693	12.461.854	12.474.355	13.143.870	14.987.613	28,71%	14,03%
TOTAL	305.677.048	306.669.816	314.314.351	331.372.012	355.678.237	16,36%	7,34%
The figures for 2017-2020 depict the commitments for the year minus the difference (CREDITS BROUGHT FORWARD AND CANCELLED) shown in the following year closing report for each schools							
The figures for 2021 (subject to possible adjustments), depict commitments approved (including the carried forward to the next year).							
* Since Culham has definitely been closed in the month of August 2017 the expenditure is equal to zero as from year 2018 on.							
2016-2018 Data processed on 20/03/2020 - Closing reports in SAP							
2019 Data processed on 23/02/2021 - Closing reports in SAP							
2020 - Data processed on 21/04/2022 -Closing reports in SAP							
2021 Provisional Data processed on 02/05/2022 8:30am - Closing reports in SAP							

The figures show an increase of 16,36% over the five-year period and an increase of 7,34% compared to the financial year 2021.

This increase is mainly driven by salary increases as further explained in table 3. It should be noted that the pupil population as an absolute figure increased by 1.102 (4,1%) since 2018, and by 189 (0,7 %) between 2020 and 2021 (Pupil numbers based on the document 2021-10-D-12-en-1, "Facts and figures on the beginning of the 2021- 2022 school year in the European Schools"). Main increases in number of pupils between 2018 and 2021 are to be found in the schools of Brussels II with the opening of the school site of Evere as of 2021/22 school year and in the school of Mol (respectively +14,6% and + 9,3%).

¹ 2021 Provisional Data processed on 02/05/2021 - Closing reports in SAP

In line with this evolution, the Schools displaying the highest percentage difference compared to previous year expenditure are Brussels II (17,52%), followed by the OSG and Mol (14,03% and 12,17% respectively). The differences between the initial budget approved per year and the actual implementation of the relevant appropriations are shown further down in the report, in table 6.

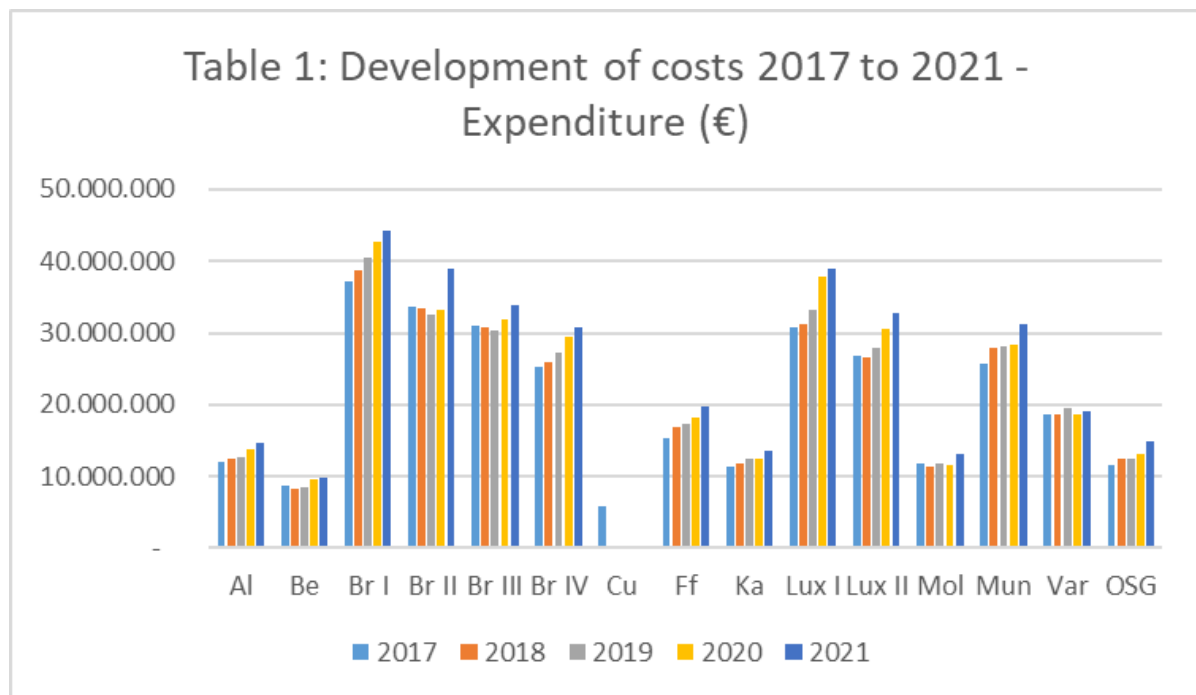


Table 2 Cost per pupil 2017 to 2021

Table 2 : Cost per pupil 2017 to 2021 (€)							
Entity	2017	2018	2019	2020	2021	%	%
						2017 - 2021	2020 - 2021
Alicante	11.819	12.072	12.207	13.200	13.973	18,22%	5,85%
Bergen	16.513	15.853	15.396	16.591	17.397	5,36%	4,86%
Brussels I	10.378	10.177	10.132	10.282	10.377	-0,01%	0,93%
Brussels II	10.940	10.791	10.454	10.403	11.758	7,48%	13,03%
Brussels III	10.164	9.994	9.727	9.855	10.237	0,71%	3,87%
Brussels IV	9.297	9.272	9.434	9.808	10.039	7,98%	2,36%
Brussels I, II, III & IV	10.227	10.083	9.958	10.104	10.598	3,62%	4,89%
Frankfurt	10.365	11.136	11.219	11.399	12.429	19,91%	9,03%
Karlsruhe	13.635	13.983	14.274	14.058	14.963	9,75%	6,44%
Munich	11.124	12.293	12.627	13.087	14.824	33,26%	13,27%
Germany	11.336	12.223	12.466	12.695	14.023	23,70%	10,46%
Luxembourg I	9.379	9.327	9.950	11.391	11.868	26,54%	4,18%
Luxembourg II	10.477	10.169	10.504	11.576	12.382	18,18%	6,96%
Luxembourg I & II	9.859	9.696	10.195	11.473	12.097	22,71%	5,44%
Mol	16.007	15.855	17.159	16.815	17.890	11,76%	6,39%
Varese	14.097	14.114	14.499	13.899	14.387	2,05%	3,51%
Culham	14.924					-100,00%	
All schools	10.991	10.906	11.035	11.433	12.102	10,11%	5,85%
All Schools + Central Office (Total)	11.426	11.368	11.491	11.905	12.634	10,58%	6,13%

Figures based on Table 1

Number of pupils calculated on a basis of a weighted average (N° in October of the year $n-1 \cdot 8/12 + N^{\circ}$ in October of the year $n \cdot 4/12$)

Figures from Ref : '2021-10-D-12-en-1 Facts and Figures on the Beginning of the 2021-2022 School Year in the European Schools'.

Table 2 shows the development of the cost per pupil over the same five-year period from 2017 to 2021.

The highest increases of total cost per pupil over the period 2017-2021 are noticed in the Schools of Munich, Luxembourg I and II, Frankfurt and Alicante: 33,26%, 26,54% and 18,18%, 19,91% and 18,22% respectively. Munich and Brussels II show an increase of respectively 13,27% and 13,03% increase compared to 2020, due to the increase of salaries of seconded staff and pedagogical expenditure in Munich, and to the opening of the Evere site as an annex of Brussels II.

The table shows as well aggregated costs for Luxembourgish, German and Brussels Schools, apart from the cost in the individual European School / Office of the Secretary-General.

In 2021, the cost per pupil for the Brussels Schools increased by 4,89% since the previous year and reached 10.598€, in Luxembourg and in Germany the increase amounted to 5,44% and 10,46% respectively.

The cost per pupil for year 2021 across the Schools, including the costs of the Office of the Secretary-General, is € 12.634, showing an increase of 729€/pupil, in absolute figures compared to 2020. For the period 2017-2021, a 10,58 % increase is recorded.

Considering the weighted average cost per pupil across all the schools only, an increase of 5,85% is noticed since last year.

Finally, it is to be noted that the inflation rates for the same period/periods (as resulting from the official statistics published by Eurostat) also contributed to this increase.

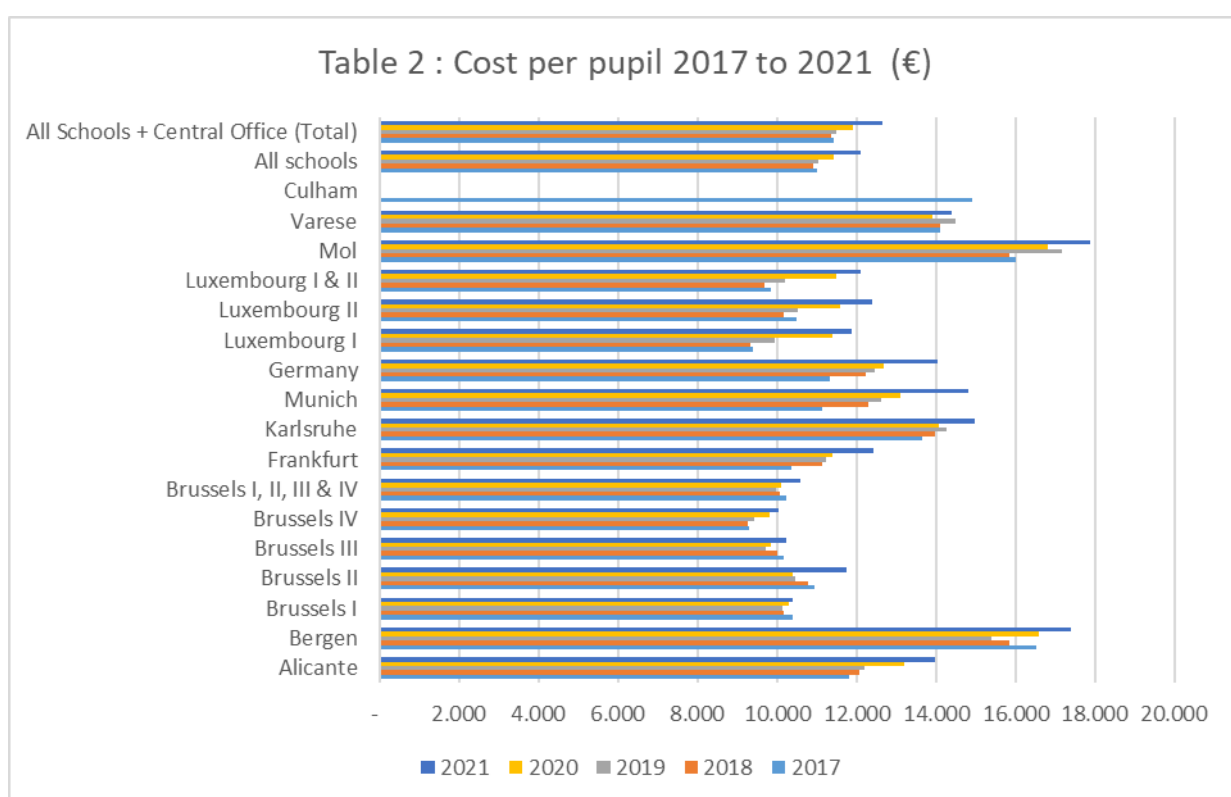


Table 3 Total Cost per type of Expenditure 2021

Table 3 Total Cost per type of expenditure 2021								
	A Salaries (Seconded Staff, Locally Recruited Teachers and Educational Support)	B Remuneration of Administrative and Ancillary Staff	C Pedagogical Expenditure and Educational Support	D Buildings	E ICT	F Total:	G Other	H Total expenditures
						A+B+C+D+E	(Miscellaneous +BSGEE)	
Alicante	11.321.868	1.893.785	276.263	700.656	60.500	14.253.072	376.655	14.629.727
Bergen	7.111.047	1.532.693	174.463	438.733	58.613	9.315.549	397.969	9.713.518
Brussels I	34.531.304	5.245.738	680.424	2.319.073	108.581	42.885.120	1.426.578	44.311.698
Brussels II	27.143.542	5.245.954	1.425.641	3.641.219	118.638	37.574.994	1.361.223	38.936.217
Brussels III	25.732.062	3.809.134	714.971	2.643.187	75.218	32.974.572	805.998	33.780.570
Brussels IV	24.070.547	3.415.616	559.094	1.716.913	81.534	29.843.704	950.742	30.794.446
Frankfurt	15.324.919	2.304.119	433.175	1.053.576	59.893	19.175.682	606.392	19.782.074
Karlsruhe	9.729.554	1.846.940	438.520	1.016.451	81.671	13.113.136	448.561	13.561.697
Luxembourg I	30.772.978	4.603.080	801.391	2.033.439	75.155	38.286.043	755.826	39.041.869
Luxembourg II	25.024.216	4.390.712	561.550	2.016.192	133.553	32.126.223	718.413	32.844.636
Mol	8.579.184	2.082.826	452.196	1.158.000	25.433	12.297.639	773.663	13.071.302
Munich	21.803.555	3.315.401	1.717.823	2.417.525	71.907	29.326.211	1.857.990	31.184.201
Varese	13.751.248	2.888.771	363.830	1.517.400	70.612	18.591.861	446.808	19.038.669
OSG	1.127.345	7.688.529	6.370	1.296.957	2.749.848	12.869.049	2.118.564	14.987.613
Total	256.023.369	50.263.298	8.605.711	23.969.321	3.771.156	342.632.855	13.045.382	355.678.237
% of the Total Expenditure	71,98%	14,13%	2,42%	6,74%	1,06%		3,67%	100,00%

Figures based on Table 1

Key to table 3 and table 4

A: Commitment items 60110100, 60110200 and 60110400: Expenditure related to seconded Staff, Expenditure related to Locally Recruited Teachers and Remunerations related to educational Support respectively.

B: Commitment item 60110300 : Expenditure related to Administrative and Ancillary Staff.

C: Commitment items 60210100 and 60220100: Respectively, expenditure related to Pedagogical Expenditure (including ICT material/software for pedagogical purposes) and Educational Support.

D: Commitment item 60120100 Expenditure related to Buildings.

E: Commitment item 60120200 Expenditure related to ICT (in particular, software for administration and training).

F: Total of Columns A, B, C, D and E.

G: Commitment items 60120400 Miscellaneous administrative expenditure and 60120300 BSGEE for the OSGES

Table 3 shows a more detailed breakdown of the expenditure per type of cost.

The highest percentage of the total expenditure is attributed to Salaries of Seconded Staff, Locally Recruited Teachers and Educational Support - including SEN support -, more precisely these categories sum up to 71,98 % of the total expenditure.

The remuneration of Administrative and Ancillary Staff and expenditure connected to Buildings (Cleaning, Electricity, Heating, Maintenance etc.) follow with 14,13% and 6,74% respectively. The last three categories of Miscellaneous expenditure (including the OSG), Pedagogical Expenditure and Educational Support (products for classes, expenses related to photocopiers, library expenditure, material and training for Educational Support) and ICT represent 3,67%, 2,42%, and 1,06% respectively.

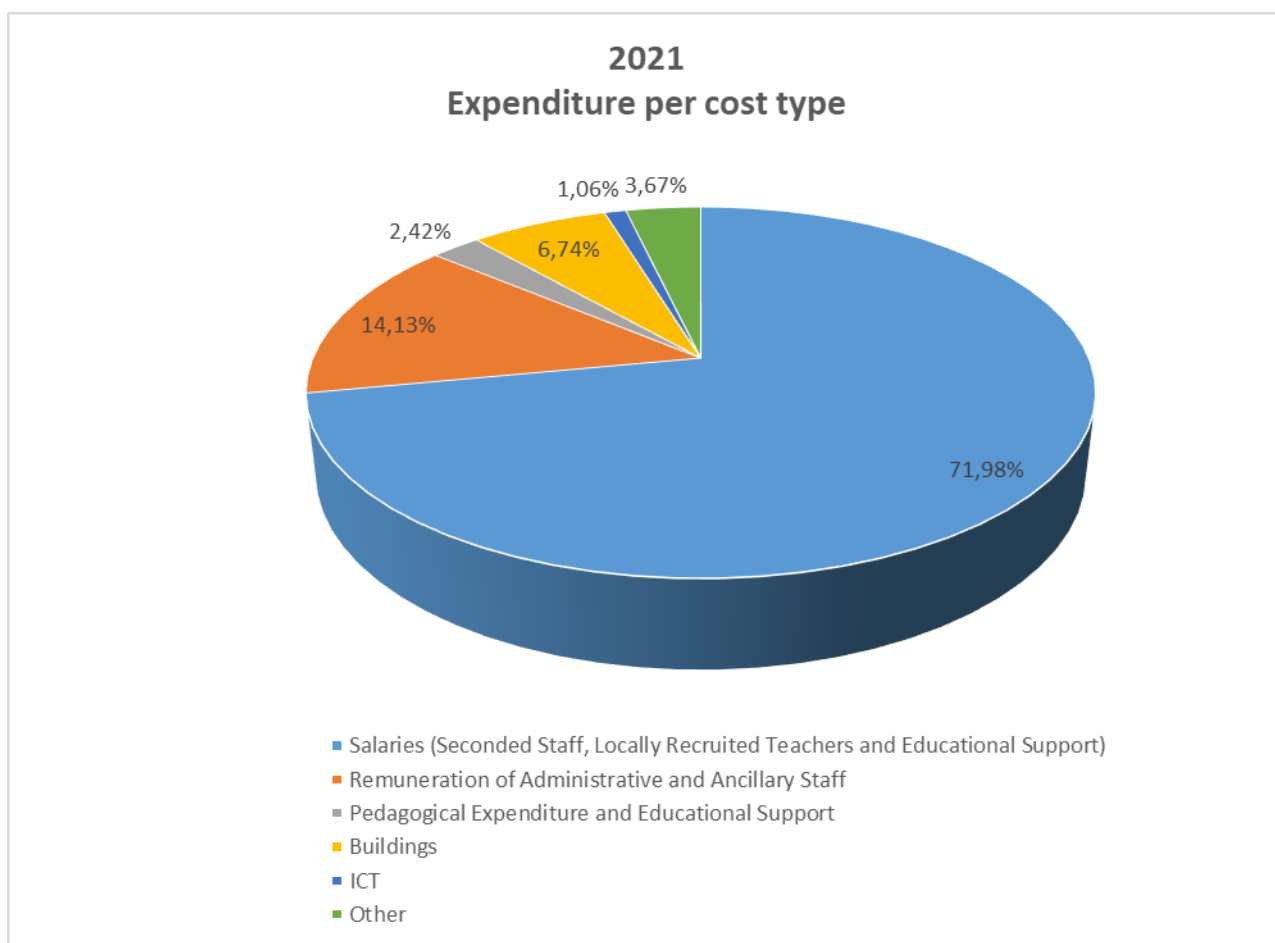


Table 3 bis, presented on the next page, provides the evolution of expenditures per school in comparison to the previous year.

Those show a global increase of nearly €23,8 million (7,17%), mainly driven by salaries as a whole for €16,45 million (4,80% for teaching related remunerations, and 10,38% for remunerations of Administrative and Ancillary Staff) and building investments for €4,61 million (representing an increase of 23,81%).

A significant part of this evolution can be attributed to the new school site of Evere which is linked to the budget of the school of Brussels II. The total school's expenditures increased by 17,39% representing a total increase of more than €5,77 million compared to 2020.

More specifically, the significant evolutions of remunerations of LRT and seconded staff are identified in the schools of Frankfurt (+9,07%), Alicante (+8,4%), Munich (7,56%), Lux II (7,24%), Mol (7,01%), Karlsruhe (6,71%). and Brussels II (6,55%).

Regarding the evolution of the remunerations of AAS compared to the previous year, it is mainly driven by the schools of Brussels II (+15,6% related to Evere), Lux II (+18,11% due to the additional need for supervisors due to the Covid as well as the indexation of AAS salaries), Mol (+19% related to the recruitment of the locally recruited DDFA, the need for additional temporary staff and an increase of extra hours of part-time staff) and the OSG (+15,24% due to increase in number of employees and a large amount of overtime in 2021).

Pedagogical Expenditure and Educational Support increased mainly in the schools of Brussels II (Evere) and Munich (mainly coming from extraordinary investments in ICT materials for pedagogical purposes).

Evolution of building related expenses is to be attributed mainly to the opening of the site of Evere, and to extraordinary investments in fittings in the school of Mol.

ICT expenses increased in the OSG as they included specific projects such as HCM and on-line registration.



Table 3 bis Evolution of Total Cost per type of expenditure 2020-2021

	A			B			C			D			E			G			H		
	Salaries (Seconded Staff, Locally Recruited Teachers and Educational Support)			Remuneration of Administrative and Ancillary Staff			Pedagogical Expenditure and Educational Support			Buildings			ICT			Other			Total expenditures		
	2020	2021	Evolution	2020	2021	Evolution	2020	2021	Evolution	2020	2021	Evolution	2020	2021	Evolution	2020	2021	Evolution	2020	2021	Evolution
																	(Miscellaneous +BSGEE)				
Alicante	10.444.663	11.321.868	8,40%	1.826.168	1.893.785	3,70%	427.384	276.263	-35,36%	694.177	700.656	0,93%	50.488	60.500	19,83%	281.132	376.655	33,98%	13.724.012	14.629.727	6,60%
Bergen	7.090.355	7.111.047	0,29%	1.606.501	1.532.693	-4,59%	271.745	174.463	-35,80%	405.111	438.733	8,30%	32.221	58.613	81,91%	290.205	397.969	37,13%	9.696.138	9.713.518	0,18%
Brussels I	33.556.188	34.531.304	2,91%	4.898.881	5.245.738	7,08%	1.012.535	680.424	-32,80%	1.753.975	2.319.073	32,22%	204.487	108.581	-46,90%	1.248.308	1.426.578	14,28%	42.674.374	44.311.698	3,84%
Brussels II	25.474.993	27.143.542	6,55%	4.538.013	5.245.954	15,60%	652.448	1.425.641	118,51%	1.593.489	3.641.219	128,51%	87.720	118.638	35,25%	821.584	1.361.223	65,68%	33.168.247	38.936.217	17,39%
Brussels III	24.687.279	25.732.062	4,23%	3.481.162	3.809.134	9,42%	769.535	714.971	-7,09%	2.074.417	2.643.187	27,42%	96.573	75.218	-22,11%	732.757	805.998	10,00%	31.841.723	33.780.570	6,09%
Brussels IV	23.164.838	24.070.547	3,91%	3.092.957	3.415.616	10,43%	810.413	559.094	-31,01%	1.362.663	1.716.913	26,00%	120.586	81.534	-32,39%	910.807	950.742	4,38%	29.462.264	30.794.446	4,52%
Culham																			0	0	
Frankfurt	14.051.080	15.324.919	9,07%	2.065.668	2.304.119	11,54%	417.206	433.175	3,83%	967.378	1.053.576	8,91%	38.685	59.893	54,82%	626.770	606.392	-3,25%	18.166.787	19.782.074	8,89%
Karlsruhe	9.118.003	9.729.554	6,71%	1.818.242	1.846.940	1,58%	376.112	438.520	16,59%	856.888	1.016.451	18,62%	62.518	81.671	30,64%	295.047	448.561	52,03%	12.526.810	13.561.697	8,26%
Luxembourg I	30.094.752	30.772.978	2,25%	4.401.266	4.603.080	4,59%	733.952	801.391	9,19%	1.853.298	2.033.439	9,72%	93.857	75.155	-19,93%	688.578	755.826	9,77%	37.865.703	39.041.869	3,11%
Luxembourg II	23.335.379	25.024.216	7,24%	3.717.557	4.390.712	18,11%	823.362	561.550	-31,80%	1.917.128	2.016.192	5,17%	164.046	133.553	-18,59%	661.239	718.413	8,65%	30.618.711	32.844.636	7,27%
Mol	8.017.363	8.579.184	7,01%	1.750.251	2.082.826	19,00%	362.302	452.196	24,81%	865.161	1.158.000	33,85%	12.589	25.433	102,03%	673.136	773.663	14,93%	11.680.802	13.071.302	11,90%
Munich	20.270.138	21.803.555	7,56%	3.054.385	3.315.401	8,55%	871.605	1.717.823	97,09%	2.280.639	2.417.525	6,00%	185.327	71.907	-61,20%	1.755.681	1.857.990	5,83%	28.417.775	31.184.201	9,73%
Varese	13.848.371	13.751.248	-0,70%	2.612.292	2.888.771	10,58%	398.000	363.830	-8,59%	1.398.000	1.517.400	8,54%	60.000	70.612	17,69%	387.000	446.808	15,45%	18.703.663	19.038.669	1,79%
OSG	1.147.677	1.127.345	-1,77%	6.671.943	7.688.529	15,24%	32.791	6.370	-80,57%	1.337.048	1.296.957	-3,00%	2.167.730	2.749.848	26,85%	1.976.517	2.118.564	7,19%	13.333.706	14.987.613	12,40%
Total	244.301.079	256.023.369	4,80%	45.535.286	50.263.298	10,38%	7.959.390	8.605.711	8,12%	19.359.372	23.969.321	23,81%	3.376.827	3.771.156	11,68%	11.348.761	13.045.382	14,95%	331.880.715	355.678.237	7,17%
% of the Total Expenditure	74%	71,98%		13,72%	14,13%		2,40%	2,42%		5,83%	6,74%		1,02%	1,06%		3,42%	3,67%		100,00%	100,00%	

Figures based on Table 3

Table 4 Total Cost per type of Expenditure 2017-2021

Table 4 Total Cost per type of Expenditure 2017-2021							
Type of expenditure	2017	2018	2019	2020	2021	2017 – 2021 %	2020 – 2021 %
Salaries (Seconded Staff, Locally Recruited Teachers and Educational Support) = A	230.102.734	227.053.029	232.383.795	244.301.077	256.023.369	11,26%	4,80%
Remuneration of Administrative and Ancillary Staff = B	37.942.544	38.156.476	40.505.701	45.535.287	50.263.298	32,47%	10,38%
Total Salary Expenses A+B	268.045.278	265.209.505	272.889.496	289.836.364	306.286.667	14,27%	5,68%
Pedagogical Expenditure and Educational Support = C	6.107.551	7.142.755	7.465.690	7.959.385	8.605.711	40,90%	8,12%
Buildings = D	21.923.383	24.883.277	20.127.773	19.359.370	23.969.321	9,33%	23,81%
ICT = E	2.345.126	2.703.094	2.142.177	3.376.827	3.771.156	60,81%	11,68%
Total: A+B+C+D+E = F	298.421.338	299.938.631	302.625.136	320.531.946	342.632.855	14,82%	6,90%
Other (miscellaneous + BSCEE) = G	7.453.029	7.533.806	12.334.506	11.348.762	13.045.382	75,03%	14,95%
Total expenditures (Commitments) = H	305.874.367	307.472.437	314.959.642	331.880.708	355.678.237	16,28%	7,17%
Difference (CREDITS BROUGHT FORWARD AND CANCELLED)	-197.318	-802.625	-645.293	-508.703	0		
Total expenditures (same as Table 1)	305.677.049	306.669.812	314.314.349	331.372.005	355.678.237		

Table 4 shows the evolution of the expenditure per type of cost during the period 2017-2021.

The total expenditure for the period 2017 to 2021 has increased by 16,28%.

The expenditure for Administrative Staff follows with an increase of 32,47% over the five-year period (37,94 € million in 2017 to 50,26 € million in 2021) and can be justified by the salary adjustments and the salary steps which have to be attributed according to the Staff regulations as well as by the increase of the AAS posts by 16,7% since 2015 (473.89 in 2015 to 553,16 in 2021 for AAS staff-doc, based on Facts and figures 2018-10-D-17-en-3 for 2015 figures and on Facts and figures 2021-10-D-12-en-1 for 2021 figures.)

The expenditure related to salaries (Seconded Staff, Locally Recruited Teachers and Educational Support) depicts an increase of 11,26% from 230,1 € millions in 2017 to 256€ million in 2021. The main reason is an increase of expenditure related to Locally Recruited Teachers that is more than the compensation from the decrease of salary expenses of Seconded Staff and that was necessary in order to satisfy the increasing need due to a greater student population.

Table 4 Total Cost per type of Expenditure 2017-2021

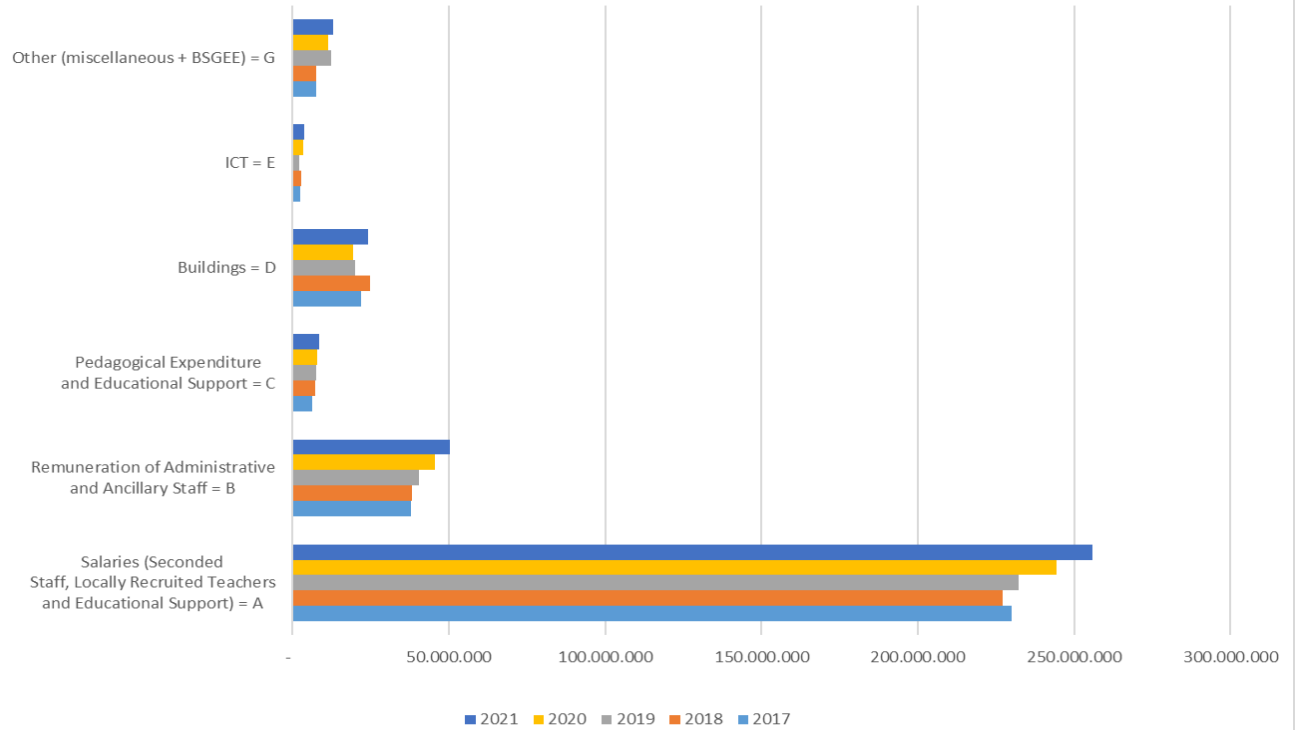


Table 5 Budget Contributions (excluding surplus carried forward and use of reserve fund)

Table 5 Budget contributions (excluding surplus carried forward and use of reserve fund)						
		2017	2018	2019	2020	2021
Member States	€	51.626.805	49.961.963	50.512.637	51.791.025	51.676.688
	%	16,76	16,22	15,93	15,62	14,70
Commission	€	189.878.637	176.112.202	183.801.545	185.692.811	199.521.801
	%	61,65	57,18	57,97	55,99	56,75
EPO	€	21.469.005	25.780.000	24.120.086	25.914.260	26.408.740
	%	6,97	8,37	7,61	7,81	7,51
European Southern Observatory (ESO)	€	985.587	969.458	1.188.418	1.092.483	1.153.922
	%	0,32	0,31	0,37	0,33	0,33
Eurocontrol	€	1.531.725	1.503.988	1.394.764	1.244.434	1.283.579
	%	0,50	0,49	0,44	0,38	0,37
Other financing agreement	€	8.666.445	7.945.870	7.804.297	7.738.507	7.613.715
	%	2,81	2,58	2,46	2,33	2,17
European School of Munich	€	966.978	1.070.007	1.015.709	962.428	1.057.679
	%	0,31	0,35	0,32	0,29	0,30
E.I.B. Group	€	5.412.826	5.502.183	6.392.086	12.973.653	16.150.034
	%	1,76	1,79	2,02	3,91	4,59
European Stability Mechanism (E.S.M.)	€	182.102	244.374	263.327	645.493	767.190
	%	0,06	0,08	0,08	0,19	0,22
European Union Intellectual Property Office	€	560.555	7.165.680	7.049.861	7.744.393	8.531.029
	%	0,18	2,33	2,22	2,33	2,43
European Central Bank	€	1.896.285	6.293.751	6.914.868	6.875.122	7.531.592
	%	0,62	2,04	2,18	2,07	2,14
Parents Contributions	€	20.822.809	21.804.012	22.806.540	24.209.350	25.165.342
	%	6,76	7,08	7,19	7,30	7,16
Other contributions and miscellaneous revenue	€	4.002.859	3.622.124	3.806.154	4.790.767	4.711.490
	%	1,30	1,18	1,20	1,44	1,34
TOTAL	€	308.002.618	307.975.612	317.070.292	331.674.726	351.572.801
Figures processed on 20/03/2020 for 2016-2018. Figures processed on 23/02/2021 for the year 2019. Figures processed on 21/04/2022 for the year 2020. 2021 provisional figures processed on 02/05/2022						
From Closing consolidated reports SAP						

Table 5 shows the distributions, both in euros and in percentage (excluding the surplus carried forward and the use of reserve fund), of the budgets of the European Schools made by the various partners in the system since 2016.

The contribution of the European Commission represents the highest part of the contributions and more specifically 56,75% of total budget contributions. However, its contribution rate significantly decreased over the last five years representing nearly 61,65% of the total budget in 2017 versus 56,75% in 2021.

The contribution of the Member States shows just a slight decrease of 0,10% over the last 5 years and represents 14,7% of the total 2021 budget contributions compared to 16,76% in 2017.

Both decreases (European Commission and Member States), representing a global amount of €9,69 million, were largely compensated by a significant increase in the contribution from the EIB of 1,76% in 2017 to 4,59% in 2021 for an increase of €10,7 million over the last 5 years.

The European Patent Office's and Parents' contributions (Category III School Fees plus other contributions from Parents such as inscription to Baccalaureate, contribution to cost of photocopies etc.) follow with 7,51% and 7,16 % of the total contributions respectively.

The revenues from the other sources, "Other contributions and miscellaneous revenue" represent the 1,34 %. The main source of revenue under this category is the temporary contribution/ the 'solidarity levy', in accordance with Article 50 of the Regulations for Members of the Seconded Staff of the European Schools (under budget line 70320XXX).

**Table 5 Budget contributions
(excluding surplus carried forward and use of reserve fund)**

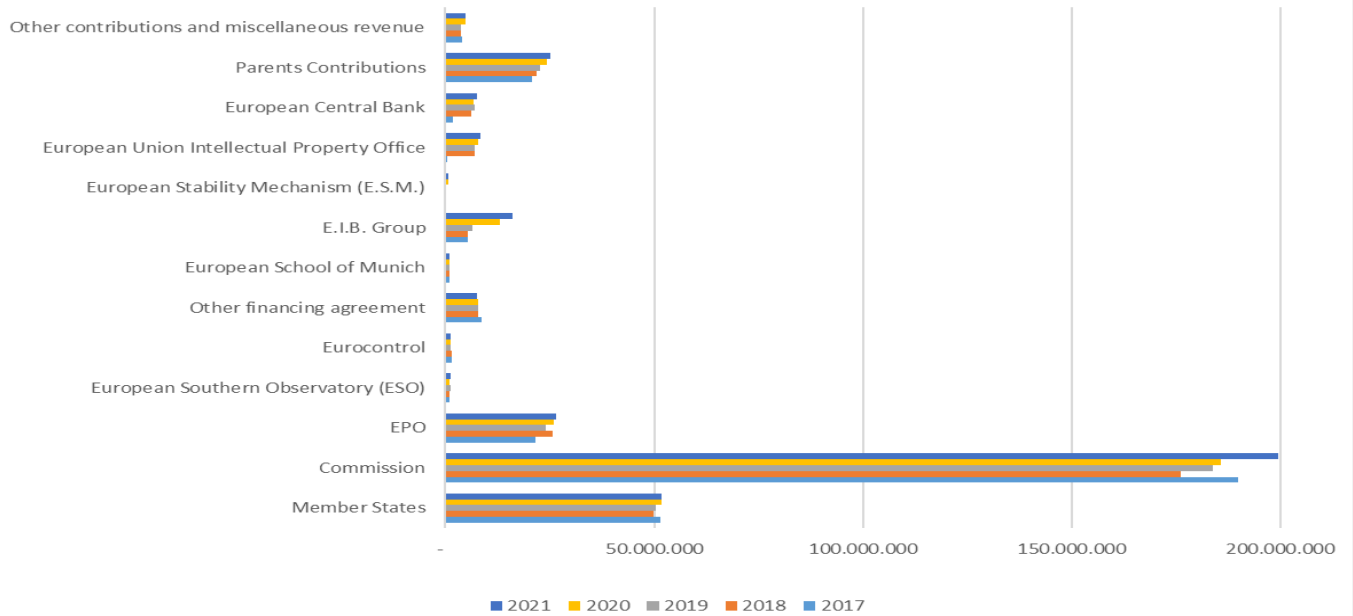


Table 6 Budget 2021 Receipts and Expenditure

Table 6 depicts a summary of receipts (Recovery Orders), expenditure (Commitments) and the provisional balance for the execution of the budget 2021.

The figures for 2021 are still provisional (data based on closing reports from SAP processed on the 2nd of May 2022 and thus are subject to changes/confirmation).

Although the total difference versus budget does not exceed 1%, main variations are identified in the schools of Karlsruhe (+3,94%), Munich (+2,43%), Frankfurt (+1,38%), Bergen (+1,27%), and in the OSG (+1,17%).

Table 6 BUDGET 2021 RECEIPTS AND EXPENDITURE: € (provisional figures at 02/05/2022)										
Entity	A Initial Budget 2021 Expenditure & receipts	B Final Budget 2021 Expenditure & receipts	C Actual Receipts (Recovery Orders Budget 2021)	D Difference C - B	E Expenditure (Commitments Budget 2021)	F Difference B - E	F Difference in % of Final Budget F/B	G Provisional Balance Budget 2021 D + F or C-E	H Exchange difference	I Total Provisional Balance Budget 2021 G+H
Alicante	14.413.539	14.652.880	14.712.059	59.179	14.629.727	23.153	0,16%	82.332	-	82.332
Bergen	9.370.113	9.838.104	9.832.144	-5.960	9.713.518	124.586	1,27%	118.626	-	118.626
Brussels I	43.850.161	44.447.590	44.459.295	11.705	44.311.698	135.892	0,31%	147.597	556	148.153
Brussels II	37.189.455	39.053.194	39.116.555	63.361	38.936.217	116.977	0,30%	180.338	-	180.338
Brussels III	33.987.660	33.912.502	34.012.659	100.157	33.780.570	131.932	0,39%	232.089	-	232.089
Brussels IV	30.537.734	30.897.148	30.741.109	-156.039	30.794.446	102.702	0,33%	-53.337	-	-53.337
Frankfurt	20.319.028	20.057.943	19.906.780	-151.163	19.782.074	275.869	1,38%	124.706	-	124.706
Karlsruhe	14.117.279	14.117.279	14.137.357	20.078	13.561.697	555.582	3,94%	575.660	-	575.660
Luxembourg I	37.900.708	39.053.402	39.195.009	141.607	39.041.869	11.533	0,03%	153.140	-	153.140
Luxembourg II	33.055.888	33.018.596	33.189.527	170.931	32.844.636	173.960	0,53%	344.891	13	344.904
Mol	13.204.609	13.184.855	13.352.937	168.082	13.071.302	113.553	0,86%	281.635	-	281.635
Munich	33.230.726	31.960.726	32.174.692	213.966	31.184.201	776.525	2,43%	990.491	-	990.491
Varese	19.484.634	19.064.634	18.991.462	-73.172	19.038.669	25.965	0,14%	-47.207	-	-47.207
OSG	15.645.157	15.165.429	15.149.516	-15.913	14.987.613	177.816	1,17%	161.903	-	161.711
Total	356.306.691	358.424.282	358.971.101	546.819	355.678.237	2.746.045	0,77%	3.292.864	377	3.293.241

¹ Provisional figures based on closing reports on 02/05/2022

¹ For clarification purposes, it should be noted that the Column E of the table 6, that concerns the expenditure of the financial year under question, 2021, is based exclusively on the commitments approved using 2021 budget (therefore excluding the credits carried forward from the previous financial year 2020, but including the carry forwards from 2021 to the next financial year, 2022). In the same sense, column C related to revenue is based exclusively on the recovery orders approved using the 2021 budget (therefore excluding the revenue actually received on 2021 on the basis of recovery order issued on 2020 budget, but including the recovery orders based on the 2021 budget that will be actually received in the year 2022).

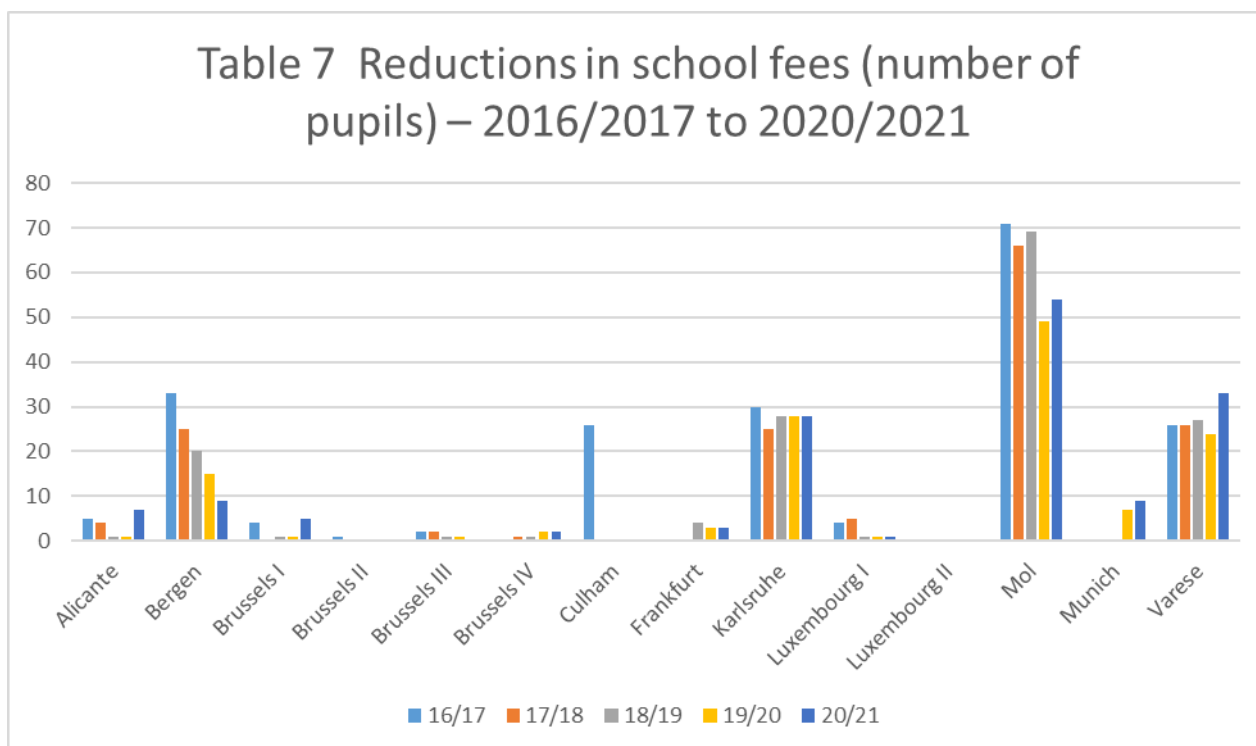
Under the Financial Regulation (articles 89 and 91 of FR 2017), any surplus remaining after the Reserve Fund has been replenished must be entered as budget revenue for the following financial year. For these purposes, the surplus (balance of revenue) is defined as the balance of revenue, after carryovers have been covered, on the revenue and expenditure accounts as approved by the Secretary-General and the Administrative Boards. This in practice is identified with the revenue and expenditure actually received/made in the calendar year, including thus eventually revenue/expenditure corresponding to credits related to the budget for the year n-1, and excluding recovery orders/commitments issued on the basis of the budget n but not actually received/spent. One point of concern should perhaps be the fact that there is nothing in the Financial Regulation that prevents the possibility of ending the year with a deficit. If the schools do not receive the revenue as estimated in the budget, they can nevertheless continue with the total amount of expenditure as originally foreseen. In practice, the Office of the Secretary-General monitors the situation to ensure that the system as a whole does not end the year in deficit, but it is a potential risk that might usefully be examined.

Table 7 Reductions in school fees (number of pupils) – 2016/2017 to 2020/2021

Reductions in school fees on grounds of financial hardship require the Schools to verify the annual income of applicant parents. This can be a complicated and time-consuming process.

Tables 7 and 8 show the number of pupils receiving a reduction of fees and the amount of revenue foregone, respectively for the school years 2016/2017 to 2020/2021.

Table 7 Reductions in school fees (number of pupils) – 2016/2017 to 2020/21							
Schools	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	5 year change%	20/21 Reduction / Cat III population %
Alicante	5	4	1	1	7	40,00%	2,50%
Bergen	33	25	20	15	9	-72,73%	2,91%
Brussels I	4	0	1	1	5	25,00%	10,64%
Brussels II	1	0	0	0	0	-100,00%	0,00%
Brussels III	2	2	1	1	0	-100,00%	0,00%
Brussels IV	0	1	1	2	2	100,00%	3,33%
Culham	26	-	-	-	-	NA	NA
Frankfurt	0	0	4	3	3	100,00%	1,39%
Karlsruhe	30	25	28	28	28	-6,67%	4,83%
Luxembourg I	4	5	1	1	1	-75,00%	0,23%
Luxembourg II	0	0	0	0	0	0,00%	0,00%
Mol	71	66	69	49	54	-23,94%	8,65%
Munich	0	0	0	7	9	100,00%	3,61%
Varese	26	26	27	24	33	26,92%	6,93%
Total	202	154	153	132	151	-25,25%	3,82%
Figures 20/21 provided on 26/04/2022 by ICT Unit							
Figures from Ref : '2021-10-D-12-en-1 Facts and Figures on the Beginning of the 2021-2022 School Year in the European Schools'.							



As it results from Table 7, the number of pupils being granted a reduction in school fees has gradually decreased over the years, however this trend has reversed in the 2020/2021 school year.

The number of pupils having received a reduction in school fees diminished by 25% over the last five years' period (151 pupils in 2020/2021, in relation to 202 pupils in 2016/2017 school year) but increased by 3,82% between 2019/2020 and 2020/2021.

The school of Brussels I has the highest proportion of reductions over the pupil's population in Category III, with 10,64%, in 2020/2021 school year, followed by Mol, Varese and Karlsruhe with 8,65%, 6,93% and 4,83% respectively.

In 2021, 3,82 % of the total Category III pupils received a reduction in school fees, which is similar to the percentage last year.

Table 8 Reductions in school fees (Euro) – 2016/2017 to 2020/2021

Table 8 Reductions in school fees (euro) – 2016/2017 to 2020/2021							
Schools	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	5 year change %	19/20 to 20/21 change %
Alicante	12.877	8.779	2.678	2.911	21.282	65,27%	631,20%
Bergen	96.721	90.947	73.623	56.326	34.486	-64,35%	-38,77%
Brussels I	9.499	-	2.330	5.457	11.088	16,72%	103,16%
Brussels II	3.600	-	-	-	-	-100,00%	NA
Brussels III	4.196	8.290	2.759	-	-	-100,00%	NA
Brussels IV	-	5.245	5.350	10.915	10.020	100,00%	-8,20%
Culham	66.588	-	-	-	-	-100,00%	NA
Frankfurt	-	-	10.694	12.098	10.918	100,00%	-9,76%
Karlsruhe	87.987	74.606	97.415	96.484	101.395	15,24%	5,09%
Luxembourg I	13.296	17.073	4.366	4.453	5.344	-59,81%	20,00%
Luxembourg II	-	-	-	-	-	NA	NA
Mol	234.140	216.364	227.601	167.629	178.101	-23,93%	6,25%
Munich	-	-	-	27.476	52.219	100,00%	90,05%
Varese	80.019	76.965	97.088	96.997	122.590	53,20%	26,39%
Total	608.923	498.269	523.904	480.745	547.441	-10,10%	13,87%

Figures 20/21 provided on 26/04/2022 by ICT Unit

In 2020/2021 the total revenue foregone has reached the amount of 547.441 €, (although showing an increase of 66,67k€ compared to 2019/2020 for the whole system), reduced by nearly 10,10% since 2016/2017.

The Schools of Brussels II and III and Luxembourg II had no reduction in the school fees during the last two school years. The largest decrease over last 5 years (-64%) was found in Bergen with a drop of 38% compared to the previous school year. On the other hand, the Schools of Alicante, Brussels I, and Munich show a significant increase compared to previous year representing together 73% of the total increase.

In total, in the whole system, the increase in reductions amounts to +13,87% compared the previous school year.

Table 8 Reductions in school fees (euro) – 2016/2017
to 2020/2021

